NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

L'hebdomadaire du Nouveau Parti Anticapitaliste

TOUT est à nous !

n° 68 - 9 septembre 2010 - 1,20 €

www.npa2009.org

Dossier
Jeunesse opprimée mais mobilisée
Pages 6 et 7

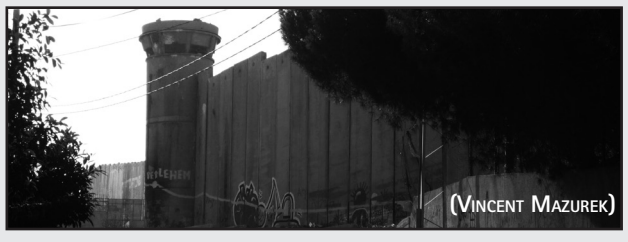
RETRAITES : 3 millions dans la rue pour le retrait

Depuis le mardi 7 septembre, 900 députés et sénateurs s'apprêtent à voter le projet de loi de contre-réforme des retraites. Nous serons des millions pour le combattre.

DEHORS !

"Parce qu'ils ne valent rien"

Le report de l'âge de la retraite de 60 à 62 ans, dont le gouvernement prétend qu'il va répondre aux problèmes démographiques et de financement des retraites, ne fera que pénaliser davantage encore les ouvriers dont l'espérance de vie à 35 ans est inférieure de sept ans à celle d'un cadre (et d'un ministre !) avec une espérance de vie en bonne santé qui n'est, en moyenne, que de 64 ans.
L'allongement de la durée de cotisation jusqu'à 41,5 annuités va réduire les pensions des femmes, et pousser davantage tous ceux dont les carrières sont incomplètes vers la précarité, sauf à travailler jusqu'à 67 ans à l'hôpital, à l'école, à la caisse du supermarché ou à la chaîne. Le démagogique alignement des cotisations des salariés du public sur ceux du privé n'aura comme résultat que de baisser leurs salaires de 10 %. L'allongement de la durée de cotisation pour ceux qui ont subi des carrières longues diminuera de moitié le nombre des bénéficiaires (de 100 000 aujourd'hui à 50 000 après la réforme), souvent des ouvrierEs, employéEs, uséEs par le travail et qui seront obligéEs de travailler plus longtemps pour ne pas se retrouver dans la misère. La pénibilité permettant le départ avant la mort ou le handicap grave sera désormais individualisée et accordée seulement en faisant la preuve que l'on est déjà atteint de 20 % d'incapacité. Il ne s'agit même plus de compensation différée mais d'un véritable déni de justice sociale.


(Vincent Mazurek)

ACTU INTERNATIONALE
La farce diplomatique en Palestine
Page 5

(Photothèque Rouge/GP)

ACTU NPA
Les campagnes du NPA
Pages 10-11

(DR)

REGARDS
Les cinémas Utopia attaqués
Page 2

M 04249 - 68 - F: 1,20 €

Agenda

10 septembre, cinéma, Paris. Rencontre/débat à l'occasion de la sortie du film *Terre d'usage*, en présence des réalisateurs Sophie Bruneau et Marc-Antoine Roudil et de Pierre Juquin.
RV à 19h50 à l'espace Saint-Michel, 7, place Saint-Michel, Paris 5e.

10-11-12 septembre, Fête de l'Huma, La Courneuve. Le NPA participera à la 80e Fête de l'Humanité et animera un stand.
RV au Parc départemental de La Courneuve (RER Le Bourget ou M° La Courneuve). (lire aussi p. 11)

11 septembre, sécurité, radio Fréquence Paris plurielle. L'émision *l'Hebdo* sera consacrée aux lois sécuritaires avec Gérard Noiriel et Omar Slaouti.
RV de 12 à 13 heures avec rediffusion mercredi 15 septembre de 9 à 10 heures sur Fréquence Paris plurielle (106.3) pour la région parisienne et sur www.rfpp.net partout ailleurs.

15 septembre-28 novembre, MLF, Paris. Le Fiap Jean-Monnet s'associe au 40e anniversaire du Mouvement de libération des femmes.
Expositions, débats, projections et concerts au programme (voir sur www.fiap-paris.org).
RV tous les jours de 10 à 20 heures, 30 rue Cabanis, Paris.

16 septembre, meeting retraites, Dijon. Meeting unitaire contre la réforme des retraites. Avec Annick Coupé (Solidaires), Gérard Aschieri (FSU), Sandra Demarcq (NPA), Claude Debons (PG), Stéphanie Treillet (Attac), Éric Corbeaux (PCF), Marie-Pierre Toubhans (GU), Jean-Jacques Boislaroussie (Fase-Alternatifs), Patrice Perret (Solidaires), Najate Haïe (Solidarités 21) et un intervenant Europe Écologie-Les Verts 21.
RV à 20 heures, Salle Devosges, Dijon.

18 septembre, Rock sans papiers. Concert de soutien aux travailleurs et familles sans papiers. Avec Abd Al Malik, Cali, 113, Cheb Bilal, Jeanne Cherhal, Jacques Higelin, Agnès Jaoui, Emily Loizeau, No one is innocent, Oxmo Puccino, Sunsimilia, Soan, Têtes raides, Tryo, Les Wampas...
RV à Paris-Bercy, à partir de 19 heures.
Infos : rocksanspapiers.org

25 septembre, hôpital, Mantes-la-Jolie. Manifestation contre la suppression du service de cardiologie de l'hôpital de Mantes.
RV à 10 heures devant le Palais de justice, Mantes-la-Jolie.

25 septembre, meeting, psychiatrie, Villejuif. Troisième meeting national du Collectif des 39 « imposture, illusion et régression », contre le projet de réforme de la loi du 27 juin 1990 sur les soins psychiatriques.
RV de 10 à 17 heures, espace congrès les Esselières, 3 boulevard Chastenet-de-Géry, Villejuif.

À SUIVRE SUR www.npa2009.org

Retrait du projet !

SUITE DE LA PAGE 1

Toutes ces mesures, dont le gouvernement prétend qu'elles sauvegarderaient notre système de retraites par répartition, ne visent qu'à le décrédibiliser, le saboter. Elles visent à prendre toujours plus aux plus pauvres et aux plus démunis, tout en exonérant les plus riches de toute contribution.
Charge, à ceux qui pourront se le permettre, de percevoir des pensions acceptables à condition de compléter celles de la Caisse d'assurance-vieillesse par celles des fonds de pensions, des assurances privées qui n'attendent que cela pour empocher les millions d'euros qui leur échappent encore.
Qui sont ceux qui prétendent nous imposer ces reculs sociaux ? De Besson à Hortefeux en passant par Estrosi, les ministres du gouvernement Sarkozy-Fillon sont des racistes qui expulsent par milliers chaque année les plus démunis, les plus en difficulté et tentent de détourner notre colère sur les Roms et les gens du voyage avec des lois et des mesures dignes de Pétain.
Woerth, l'homme du bouclier fiscal pour les plus riches et qui va défendre ces reculs sociaux, n'est que l'un de ces tricheurs qui trafiquent avec leurs copains, ceux dont les bénéfices, pour les membres du CAC 40, ont doublé au premier semestre pour atteindre les 40 milliards d'euros.
Des menteurs qui remercient ces milliardaires de leur soutien financier d'abord en votant les lois qui leur conviennent mais aussi en leur distribuant médailles et décorations. Et ces menteurs ne l'avouent que pris en flagrant délit.
Ceux-là, oui, méritent mille fois l'expulsion... du gouvernement, du pouvoir. Mais ils ne se laisseront pas faire. Ils sont forts de nos faiblesses. Les échecs de ces dernières années sur la privatisation d'EDF-GDF, les régimes spéciaux de retraites notamment dans l'Éducation nationale, la réorganisation et les salaires à la SNCF et les dizaines de luttes difficiles contre les licenciements et fermetures d'entreprises ont rendu beaucoup d'entre nous sceptiques sur la possibilité de gagner par les luttes.
Pour imposer le retrait de la loi sur les retraites, pour faire reculer ce gouvernement, nous devons nous mobiliser. Les dizaines de milliers de manifestants, samedi 4 septembre, contre la politique raciste et sécuritaire du gouvernement, ont crié leur désaveu et leur colère contre ce gouvernement.
La participation de trois millions de travailleurs à la journée de grèves et de manifestations du 7 septembre ne suffira pas. Dès le 8, nous devons nous réunir sur tous les lieux de travail pour décider collectivement de la poursuite de l'action. Dès la semaine prochaine, il faut engager le blocage de l'activité économique et sociale du pays. Il faut construire ensemble, unitairement, la grève générale, reconductible, qui seule pourra faire reculer ce pouvoir réactionnaire véritable porte-parole du Medef.

Robert Pelletier

regards

Propos recueillis par André Rosevègue

Café Utopia de Bordeaux (DR)

CENSURE *Les cinémas Utopia insultés*

Le 14 septembre, Le Figaro *et son chroniqueur Yann Moix seront assignés pour injures par les cinémas Utopia devant la 17e chambre correctionnelle. Les organisateurs d'Utopia n'acceptent pas de se faire traiter d'antisémites.*
Nous avons interrogé Anne-Marie Faucon, cofondatrice des cinémas Utopia.

Peux-tu nous présenter cette affaire à épisodes ?
Yann Moix, chroniqueur au *Figaro*, cinéaste et écrivain qui doit sa notoriété à Bernard-Henri Levy, passe à Avignon en août 2009 et tombe sur la *Gazette d'Utopia*, petits cinémas d'art et essai farouchement indépendants et non subventionnés.
Lisant le commentaire du film *Le temps qu'il reste*, il réagit très violemment, à l'ahurissement des utopiens présents. Le texte – accessible sur notre site – n'avait choqué personne, ni les réalisateurs en débat, ni les associations, ni les festivaliers et nous avons donc été sidérés par la violence du texte, titré *« Une utopie pourrie »*, paru dans *Le Figaro* du 22 août.
Pour avoir écrit *« milice juive »* et *« lobotomisation sioniste »* à propos de l'enseignement prodigué dans les écoles au moment où Elias Suleiman situe le début de son film (1947-1949), les équipes d'Utopia, entre quelques insultes plus folkloriques, deviennent les *« Brazillach d'aujourd'hui »* décidés à en finir avec *« tout ce qui est juif dans l'économie du monde »* ce qui, répercuté sur le site du Crif est devenu *« en finir avec tout ce qui est juif dans le monde »*. L'outrance et la bêtise de cet article sont telles qu'on aurait pu s'en tenir là. Mais nous avons réalisé très vite que, n'ayant pas eu accès à la *Gazette d'Utopia*, les lecteurs du *Figaro* pouvaient imaginer des choses terribles. Pour preuve, l'Association culturelle juive des Alpilles, dont les membres sont venus à Utopia tout l'été sans être le moins du monde choqués par le texte de *la Gazette*, en lisant l'œuvre de Moix, s'est mise en tête d'attaquer Utopia en justice pour « antisémitisme et incitation à la haine raciale ». Les cinq salles Utopia ont alors décidé de faire un procès à Yann Moix et au *Figaro*. Le procès avignonnais a eu lieu en février, l'association a été déboutée et Utopia relaxée pour des raisons de forme. Le procès du 14 septembre contre Moix et *le Figaro* va permettre d'aborder le fond.

Quels sont les thèmes privilégiés abordés par les salles Utopia ?
Pour Utopia, le cinéma d'opinion est avant tout un instrument de connaissance, de réflexion, de confrontation d'idées, une ouverture formidable sur tout ce qui vit, bouge, du plus loin au plus près. D'où une multitude de rencontres et débats : du tribunal de Toulouse, avec lequel un programme régulier est prévu, à toutes les associations qui tentent de rendre ce monde plus supportable, comme les Frères franciscains, les associations d'accompagnement aux mourants, les passionnés de psy. Les manifestations prévues les 4 et 7 septembre sont représentatives des groupes avec lesquels on peut débattre à Utopia. Il n'y a pas une semaine où n'aient lieu au moins deux ou trois soirées. Depuis quelques années, les débats sur le conflit israélo-palestinien et sur son histoire n'ont pas manqué, souvent organisés avec un de nos interlocuteurs privilégiés sur cette question, l'Union juive française pour la paix (UJFP).

Ressentez-vous aujourd'hui une plus grande difficulté à aborder le Proche-Orient ?
Depuis toujours, Utopia a programmé des films israéliens et palestiniens. Mais, depuis 2000, nous sentons la parole se faire moins libre à cause de pressions lors de la programmation de films et de l'organisation de débats : déprogrammation d'une semaine palestinienne à Montreuil, pressions sur les mairies programmant le spectacle d'adolescents du Théâtre de la liberté de Jenine – à Cenon (Gironde), la chose a abouti avec succès pour la troupe devant le tribunal administratif, à Vaulx-en-Velin (Rhône), c'est le maire qui a refusé de déprogrammer le spectacle –, décrochage d'une exposition d'Amnesty International par la mairie de Tournefeuille (Haute-Garonne), pression sur les studios de Tours, sur le Diagonal à Montpellier, etc. Tout cela alimente le sentiment qu'une sournoise stratégie du « faire taire » s'est mise en place, relayée par quelques médias bien en main qui usent et abusent de l'argument d'antisémitisme pour museler toute parole non conforme à une sorte de discours officiel venu d'Israël et relayé par ses « ambassadeurs » locaux. Si l'on ajoute à cela le sentiment que toutes les communautés ne sont pas traitées avec la même indulgence, on voit bien que les choses risquent de ne pas aller dans le sens d'un apaisement des esprits. Raison de plus, comme l'aurait dit l'ami Daniel Bensaïd, pour résister à l'air du temps !

Le cinéma Utopia d'Avignon. (DR)

La droite en crise

Woerth disqualifié, Sarkozy et Fillon au plus bas dans les sondages, la politique sécuritaire du gouvernement critiquée dans ses propres rangs, la fragilité du pouvoir et les dissensions à droite, reflet de l'impopularité de leur politique, sont un atout pour le combat qui s'engage.

«*Droit dans ses bottes… pour l'instant*», c'est Sarkozy à la veille du 7 septembre, selon le journal patronal *La Tribune*. Selon un sondage récent, 60% des personnes interrogées ne voulaient plus d'Éric Woerth et 70% soutenaient la journée d'action du 7 septembre. Mais Sarkozy refusait d'envisager la moindre concession autre qu'à la marge sur la réforme des retraites et il a maintenu Woerth à son poste.

Sarkozy refusant de lâcher Woerth. Voire… Le 9 septembre, c'est François Fillon qui devait répondre aux questions d'Arlette Chabot avant de rejoindre Woerth dans une table ronde avec des syndicalistes. Le Premier ministre pourrait bien ainsi reprendre la main sur la conduite de la réforme… À moins que ce ne soit Xavier Bertrand, libéré de la présidence de l'UMP, ou Raymond Soubie, le conseiller de Sarkozy en affaires sociales. Toutes ces «solutions», encore à l'état d'hypothèses au moment du 7, montrent l'embarras du pouvoir, empêtré dans l'affaire Bettencourt. Avec seulement 32% d'opinions favorables, Sarkozy a atteint le plus bas de sa cote de popularité depuis juin 2007. Difficile de savoir ce qu'il va faire et ce que sera le remaniement ministériel qu'il a annoncé avant l'été pour cet automne. Il ne le sait peut-être pas lui-même.

Avant que l'affaire Woerth ne débouche sur une crise politique qui encourage le mouvement social, le plan de Sarkozy était relativement simple. Se positionner en vue de 2012 le plus à droite possible, en chassant sur les terres du Front national. Le 14 juillet, 35 députés, aujourd'hui 37, créaient la «droite populaire», sous le drapeau qu'ils reprochaient à Sarkozy d'avoir abandonné, *«Nation, Patrie, République et Travail»*. Un des chefs de file de ce nouveau courant, Thierry Mariani, qui s'est déjà signalé en proposant les «tests ADN», sera le rapporteur de la loi sur l'immigration dont font partie les mesures de déchéance de la nationalité.

Ces députés se félicitent aujourd'hui de l'offensive sécuritaire que Sarkozy a lancée à Grenoble le 30 juillet. En même temps, Jean-Louis Borloo était encouragé à envisager une candidature de premier tour à la présidentielle, susceptible de ratisser au centre. L'annonce d'un remaniement ministériel, pour l'automne, à peu près en même temps que la remise en jeu de la présidence de l'UMP, en novembre, promettait d'ouvrir le bal des ambitions, des rivalités, des ralliements.

Lequel n'a pas manqué de se produire. Mais dans des conditions sans doute un peu différentes de celles espérées par Sarkozy. Car l'offensive sécuritaire et xénophobe menée par son ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux, loin de faire recette, a commencé à susciter un large mouvement d'opinion pour les droits démocratiques dont les manifestations du 4 septembre ne sont, il faut l'espérer, que le début. Et l'affaire Woerth, loin d'être enterrée pendant l'été, a ressurgi encore plus fortement à la rentrée, cristallisant toutes les raisons de fond de l'impopularité du gouvernement, sa politique en faveur exclusivement des plus riches.

Mais au-delà des rivalités et des dissensions qui se manifestent à droite, il y a accord de fond sur la politique du gouvernement. Ce n'est pas un hasard d'ailleurs si les critiques de la politique sécuritaire de Sarkozy restent toujours sur le terrain bien pensant de la «République» et de la «France». Tous sont d'accord pour faire payer la crise aux travailleurs.

Et c'est bien l'ensemble de cette politique que le mouvement devra contester pour gagner. Loin du dialogue social et des perspectives de négociations illusoires, en définissant au contraire ses propres objectifs, imposer les revendications qui répondent aux besoins des travailleurs et de la population. Et pour commencer, le retrait pur et simple de la réforme des retraites.

Galia Trépère

édito

Par **Antoine Boulangé**

Sarkozy, Hortefeux, Besson : enfants de Pétain !

La manifestation du 4 septembre contre la politique sécuritaire et raciste du gouvernement a été une journée importante, rassemblant près de 200 000 personnes dans 140 villes. Le gouvernement minimise et méprise ce mouvement : *«quelques dizaines de milliers de manifestants»* (Besson), une *«telle manifestation hétéroclite, où se sont retrouvés une mosaïque de partis traditionnels mais aussi des groupuscules gauchistes et anarchistes, ne fait pas une politique»* (Hortefeux). Il a tort de sous-estimer ce qui s'est passé, car même si le mouvement est encore insuffisant, un cap a été franchi. On a vu pour la première fois depuis bien longtemps le mouvement antiraciste et la gauche dépasser les divisions habituelles. Dans la rue, de nombreux manifestants ne faisaient pas partie des «habitués». Il est à noter également que les syndicats ont soutenu et participé activement à cette journée qui fait partie de la contestation générale contre le gouvernement, en particulier sur les retraites, avec la grève du 7 septembre.

Il faut une suite car le gouvernement a décidé de passer en force et joue la carte raciste à fond. Depuis 2002, la surenchère sarkozyste est permanente. On atteint donc des «sommets» depuis cet été : déchéance de la nationalité pour «les Français d'origine étrangère», amalgames immigration-délinquance, expulsion des Roms, stigmatisation des «gens du voyage», lois sécuritaires (Loppsi2, voile intégral). Et comme si cela ne suffisait pas, un nouveau débat est prévu à partir du 27 septembre pour voter un ensemble de lois sur l'immigration jamais vu depuis Vichy. Il ne faut pas laisser retomber la colère légitime qui s'est exprimée samedi. En effet, cette politique raciste et sécuritaire peut devenir un poison pour le mouvement ouvrier, dans un contexte de crise économique profonde, comme le fut l'antisémitisme après la crise de 1929.

La bataille contre le gouvernement et le Medef se mène sur deux fronts. Sur le terrain économique et social avec le bras de fer décisif sur les retraites. Sur le terrain idéologique et politique avec un large mouvement de masse unitaire contre le racisme d'État. Deux fronts contre un même système.

leur monde…

Retraite des travailleurs étrangers.

On connaît le scandale des étrangers sans papiers cotisant à la Sécu sans bénéficier de couverture sociale. Mais il y a aussi celui des étrangers en situation régulière qui cotisent pour la retraite et ne bénéficient pas de tout ce à quoi ils pourraient prétendre, souvent par manque d'information et impossibilité de se défendre.

La Caisse nationale d'assurance vieillesse (Cnav) ne va plus au devant des assurés pour leur faire connaître leurs droits. Elle se contente de répondre aux questions posées par une infime minorité de personnes, celles qui sont plutôt avisées et maîtrisent la langue française. La Cnav ferme des points d'accueil, les seuls endroits où de nombreux travailleurs immigrés peuvent venir chercher des informations et exposer leurs problèmes oralement, ce qui est beaucoup plus facile pour la grande majorité d'entre eux.

Les organismes multiplient les obstacles et parfois même donnent des informations volontairement incomplètes. Ainsi, de nombreux travailleurs étrangers s'entendent dire que l'âge légal de la retraite est de 65 ans. Or, il s'agit de l'âge de départ permettant d'avoir une retraite à taux plein, quel que soit le nombre de trimestres. Mais on peut partir en retraite dès 60 ans, l'âge légal de départ à ce jour. L'information ainsi tronquée dissuade les travailleurs étrangers de faire valoir leurs droits à la retraite.

Plus grave, certains travailleurs étrangers reçoivent plusieurs numéros de sécurité sociale. Cela coupe leur carrière en autant de morceaux, avec une retraite nulle ou dérisoire en bout de piste. Dans un cas, un retraité étranger a été déclaré mort par la Cnav. Quand ce travailleur bien vivant a protesté, son dossier a été remplacé par un dossier plein de chiffres falsifiés avec trois numéros de sécurité sociale. L'affaire est actuellement devant le Tribunal des affaires de Sécurité sociale de Paris. Selon une employée d'une caisse régionale, ces attributions de numéros multiples seraient une pratique courante utilisée à l'encontre des travailleurs étrangers, moins informés de leurs droits. Il reste à évaluer l'ampleur du phénomène : est-il pratiqué à une large échelle ?

Pour répondre à la demande d'économies formulée par Éric Woerth, la Cnav réduit ses effectifs et supprime le contrôle systématique de tous les dossiers. Les étrangers ne sont pas en mesure de savoir à quelle sauce ils seront mangés, ni d'exercer le moindre contrôle sur les sommes calculées au moment de prendre leur retraite.

Richard Wagman

Partagez vos analyses, vos indignations, en adressant vos articles et vos témoignages par mail : redaction@npa2009.org

ou par courrier :
Rédaction *Tout est à nous !*
2, rue Richard-Lenoir
93100 Montreuil

en bref...

Marine Le Pen ne veut rien renier. La campagne de succession au Front national est officiellement ouverte. Cette campagne oppose Bruno Gollnisch à Marine Le Pen. Elle s'achèvera à la mi-janvier 2011, lors du congrès de Tours.
Durant la période estivale, Gollnisch l'outsider semblait le plus actif : tour des fédérations, participation à la Conférence internationale de huit partis européens d'extrême droite au Japon et organisation de l'hommage controversé de Jean-Marie Le Pen aux anciens combattants japonais à Yasukuni. En revanche, il n'était pas, à la différence de Marine Le Pen, présent à la 24e université d'été du Front national de la jeunesse qui se tenait à Cormont (Pas-de-Calais). Il n'y était pas invité.
Marine Le Pen a privilégié sa rentrée médiatique et la préparation du conseil national du parti les 4 et 5 septembre. Elle y a déclaré *« Le congrès du Front national de janvier 2011 n'a pas seulement pour vocation de donner un président au Front national mais également de désigner son présidentiable. Le vote du congrès fonctionnera en quelque sorte comme un mécanisme de primaires internes. »* Son objectif est de faire du FN *« une machine de guerre à la conquête du pouvoir »* afin *« de réaliser dans le pays une révolution pacifique et démocratique. »*
En réponse à ceux qui craignent que la benjamine Le Pen dilue l'identité politique du FN (son recul tactique sur l'opposition frontale à l'IVG crée de fortes polémiques dans l'extrême droite), et après avoir cité Pierre Gaxotte – soutien, durant l'Occupation, du maréchal Pétain et du régime de Vichy –, elle précise : *« Sans rien renier mais sans s'affubler inutilement d'oripeaux qui ne sont pas les nôtres, nous devons sortir des comportements marginaux qui condamnent notre famille à une mortelle relégation. »* Bruno Gollnisch reconnaît que Marine Le Pen, *« malgré l'image qu'elle veut donner, est dans une stricte orthodoxie frontiste. »* Présente à Cuers (Var), vendredi 3 septembre, Marine Le Pen abordait les fondamentaux du FN : préférence nationale, rétablissement de la peine de mort, *« maîtrise de nos frontières »*, insécurité. Sous les applaudissements des adhérents.

Réduction des aides fiscales vertes. Dans le cadres des économies pour faire payer aux autres la facture des capitalistes, le gouvernement va revoir sa politique fiscale. On ne touche pas au bouclier fiscal mais on va s'attaquer aux « niches », c'est-à-dire principalement à toutes les réductions d'impôts jusqu'à présent consenties pour des raisons sociales ou écologiques. Du point de vue écologique, le gouvernement s'apprête à réduire les crédits d'impôt pour le double-vitrage, l'isolation, les pompes à chaleur, les panneaux solaires, les chaudières performantes, etc. Un autre objectif du gouvernement est, selon l'Inspection générale des finances, de freiner le rythme de développement des capacités photovoltaïques dont l'engouement provoquerait des files d'attentes ingérables pour EDF ! Le climat et le développement durable ça commence à bien faire, place au nucléaire... Sarkozy confirme à ceux qui ne l'auraient pas compris que le Grenelle de l'environnement ou les discours de Copenhague n'étaient que de l'esbroufe.

ÉDUCATION
Une rentrée inédite

Lundi 6 septembre, premier jour réel de classe pour les élèves, quelque 30 % des profs ont répondu au mot d'ordre de grève lancé par le Snes-FSU, syndicat majoritaire dans les collèges et lycées. Inédit cet appel à la grève le jour de la rentrée, moment d'intense médiatisation autour de l'école. L'enjeu était de démentir l'autosatisfaction ministérielle, de montrer que la situation n'est plus tenable, que cette rentrée ne pouvait pas se faire. On ne peut pas parler de démonstration de force pour un secteur souvent plus largement mobilisé – ce qu'a encore démontré le nombre de grévistes dans l'Éducation le 7 septembre (55 % dans le secondaire, 62 % dans le primaire) –, en revanche cela manifeste un ras-le-bol sans précédent.
Dire que chaque rentrée est pire que la précédente fait un peu rengaine, mais le problème c'est que c'est vrai ! L'école est attaquée par tous les bouts : dans son fonctionnement via la réforme de l'État (RGPP) qui supprime des milliers d'emplois, précarise les personnels, les fait exercer dans des conditions impensables il y a encore quelques années. Elle est aussi attaquée dans ses missions, via des « réformes » présentées comme conçues pour la réussite des élèves mais qui en réalité accentuent le tri social dans la plus pure tradition libérale. Cela va de la suppression des Réseaux d'aide en primaire, à la réforme des lycées version Chatel, en passant par le socle commun et le livret de compétence au collège : autant de miroirs aux alouettes qui cachent un projet de société profondément inégalitaire.
De surcroît, cette année a vu un nouveau motif d'inquiétude avec la « réforme » du recrutement et de la formation des enseignants : dans le second degré, les étudiants désormais recrutés à bac+5 (master) au lieu de bac+3 (licence), sont jetés à plein temps devant les élèves dès la rentrée sans aucune formation professionnelle... comme si enseigner n'était pas un métier qui s'apprend. Cet assassinat de la formation des maîtres, que les syndicats enseignants se sont montrés incapables d'empêcher il y a quelques mois malgré un mouvement de grève extraordinaire dans les facs à ce sujet, est emblématique de la crise de l'école. On va vers une mutation majeure du système éducatif, dont les élèves en bout de course feront les frais.
Les profs et tous les personnels de l'Éducation sont maintenant dos au mur, mais ils n'ont pas déposé les armes. La grève du 6, pour limitée qu'elle fut, manifeste une combativité réelle d'une partie non négligeable des enseignants, car les mêmes se sont mis en grève le 7 avec la conviction que la défense de l'école n'est pas dissociable, bien au contraire, de la lutte interprofessionnelle pour l'emploi et les retraites, dossier sur lequel se joue aujourd'hui l'affrontement décisif avec le gouvernement.
Marie Giai Checa

Laurence Parisot souhaite s'attaquer à l'assurance maladie après les retraites. Une perspective qui la réjouit... (Photothèque Rouge/JMB)

MEDEF
Laurence Parisot et les 40 voleurs

Lors de son université d'été, le Medef a rappelé ses exigences antisociales : nous faire trimer plus pour que les patrons s'enrichissent plus.

Tenue sur le campus d'HEC, l'université d'été du Medef est, traditionnellement, l'occasion pour les patrons de répéter leurs complaintes récurrentes sur l'effort individuel (pas assez récompensé), les charges sociales (trop élevées), les politiques (pas assez audacieux dans leurs attaques antisociales), les Chinois (qui travaillent plus), la reprise (qui pointe le nez mais est menacée par les déficits publics), etc. Rien de bien nouveau dans cette accumulation de poncifs affligeants : c'est sans doute pourquoi les organisateurs des festivités accordent le plus grand soin à trouver des intitulés « originaux » aux forums et tables rondes patronaux. Originaux... et un peu prétentieux, on ne se refait pas ! Ainsi, le titre global : « l'étrangeté du monde, mode d'emploi ». Et quelques autres, de la même veine : « tectonique de la crise : les nouveaux centres de gravité économiques » ; « monde à l'endroit, monde à l'envers, l'actualité de la chienlit », « quand l'écran brouille les images », « les best practice de la nature », « insolites réussites », etc. On sent le travail des publicitaires et autres communicants...
Il y a eu aussi une table ronde intitulée modestement : « de l'esprit d'entreprise pour soulever l'univers ». Avec une guest-star particulièrement attendue : Éric Woerth ! En effet, l'université d'été patronale est sans doute le seul endroit en France où il peut espérer bénéficier d'un accueil chaleureux... Dans son intervention, Laurence Parisot a d'ailleurs tenu à rappeler le soutien des patrons à l'attaque contre les retraites menée par le gouvernement, exhortant ce dernier à tenir bon, à ne rien céder. Et, dans la foulée, à s'attaquer tout de suite à l'assurance maladie ! Nous voilà donc prévenus...
Faire pleurer sur le sort des entreprises – et, surtout de leurs actionnaires et de leurs patrons ! – pour exiger toujours plus – en matière fiscale, sociale, de subventions, de garanties – de la part des pouvoirs publics : la stratégie du Medef est, de fait, assez facile à décrypter tant elle est dépourvue de finesse ! Ainsi, il y a quelques jours, *les Échos* titraient : *« CAC 40 : une décennie perdue pour les actionnaires »*. Sans rire ! On voit bien la manœuvre : après de telles pertes de temps – une décennie ! – il faut vraiment mettre les bouchées doubles et s'attaquer plus résolument encore aux acquis sociaux... Pourtant, c'est un tout autre constat qu'a dressé le cabinet d'experts comptables PWC, pour le journal *le Monde* : *« Les profits des groupes du CAC 40 ont bondi de 85 % »* ! Soit quelque 41,5 milliards d'euros de résultats nets, simplement pour les six premiers mois de l'année 2010. Quand même... Pour le dire autrement, les principaux groupes capitalistes français sont en passe de retrouver leurs résultats d'avant la « crise ». Il faut également noter un élément particulièrement spectaculaire : la croissance des profits est nettement supérieure à celle des chiffres d'affaires, témoignant d'une exceptionnelle rapacité patronale ! Et – surprise, surprise ! – en tête du classement, on trouve les « sociétés financières » parmi les plus gros gagnants. Notamment, BNP Paribas et le Crédit Lyonnais... Autrement dit, après avoir été les principales bénéficiaires des fonds publics versés sans compter au secteur privé au nom du sauvetage du système bancaire, les grandes banques françaises sont aujourd'hui à même de distribuer des dividendes importants à leurs actionnaires, ainsi que des primes et des stock-options à leurs dirigeants et traders !
François Coustal

Muzaffargarh, région du Pendjab, le 5 septembre. Les rescapés des inondations réclament une répartition plus juste de l'aide humanitaire. (Reuters/Damir Sagolj)

SOLIDARITÉ
Désastre humanitaire au Pakistan

Facteurs naturels et humains se mêlent pour faire des inondations l'une des pires catastrophes subies par la population pakistanaise. La Campagne de secours populaire permet d'acheminer l'aide directement aux plus défavorisés.

L'eau se retire de certaines zones précocement inondées, laissant place à un spectacle de désolation, alors qu'ailleurs, les pluies de mousson aidant, les flots de l'Indus menacent d'envahir de nouveaux centres habités. Quelque 25 millions de personnes sont directement affectées alors que le coût social et économique du désastre s'annonce phénoménal. Il est impossible d'estimer sérieusement le nombre de morts, mais il s'agit de la catastrophe « naturelle » la plus grave que le Pakistan a subie depuis sa création en 1947.

Si l'adjectif « naturel » doit être mis entre guillemets, c'est que la gravité de la situation est largement due à des facteurs « humains » : effet probable du réchauffement climatique (fonte des glaciers tibétains), délabrement des infrastructures (routes, digues...), impréparation criminelle face à une catastrophe annoncée, corruption généralisée des pouvoirs civils et militaires, profond mépris de la vie des pauvres manifesté par les classes dominantes dans un pays où l'on trouve des situations de quasi-esclavagisme, détournement des ressources nationales par le mécanisme de la dette, déstabilisation du pays sous l'impact de la guerre impérialiste en Afghanistan, destruction des solidarités sous la violence des conflits sectaires religieux... Si l'adjectif « humain » doit à son tour être mis entre guillemets, c'est qu'il serait plus juste d'écrire « capitaliste », voire « féodalo-capitalisto-impérialiste ».

Comme dans toutes les situations de ce genre, le « naturel » et le « social » se mêlent de façon inextricable, ce qui affecte profondément les secours. Les gouvernements occidentaux en font le moins possible. À coups de prêts, les organisations financières internationales aggravent le joug de la dette. Les puissants détournent à leur profit l'aide humanitaire. Les mouvements fondamentalistes visent à renforcer leur mainmise : en pleine catastrophe, les extrémistes sunnites poursuivent leurs attentats meurtriers contre les minorités (chiites, ahmédis, sufis, chrétiens...). L'état de désastre conduit à une accentuation des inégalités et des oppressions !

Initiée début août, la Campagne de secours populaire répond dans un esprit solidaire à cette situation en envoyant l'aide aux régions les plus défavorisées (Baloutchistan...) et aux populations les plus pauvres grâce à ses réseaux militants féministes, syndicaux, associatifs et politiques, comme ceux du Parti des travailleurs du Pakistan (LPP). Au 3 septembre, elle avait collecté pour plus de 4 630 000 roupies d'aide (soit près de 42 000 euros). Parallèlement, elle a lancé une large mobilisation unitaire pour exiger l'annulation de la dette du Pakistan.

La Campagne de secours populaire a surtout mobilisé la solidarité au Pakistan même. Il n'était pas facile d'organiser l'aide internationale en plein mois d'août. En France, l'association Europe solidaire sans frontières (ESSF) a reçu pour l'heure 2 000 euros qui viennent d'être envoyés. Il faut maintenir élargir d'urgence cet effort de solidarité.

Pierre Rousset

Solidarité Pakistan : chèques à l'ordre d'ESSF. Envoyer à : ESSF, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

Une information plus complète sur la Campagne de secours populaire est fournie sur le site d'ESSF : www.europe-solidaire.org

PALESTINE
La farce diplomatique

« *Relance du processus de paix* », « *reprise des pourparlers directs* », « *retour à la table des négociations* »... Des mots familiers ont fait leur retour dans les médias. Le 2 septembre, le président palestinien Mahmoud Abbas et le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu se sont rencontrés à Washington, sous la houlette d'Hilary Clinton. Cette rencontre est présentée comme la première d'un nouveau « *cycle de négociations* », censé poser les bases d'un « *accord-cadre* », permettant d'aller vers un « *règlement définitif* » du conflit opposant Israël aux Palestiniens. Rien de moins. Qui peut raisonnablement penser que cette nouvelle farce diplomatique puisse aboutir ?

Voilà 20 ans que le discours sur le « processus de paix » s'est mis en place. À l'époque, des négociations secrètes allaient aboutir sur les accords dits d'Oslo et sur la poignée de main, en septembre 1993, entre Ytzahk Rabin et Yasser Arafat sur la pelouse de la Maison blanche. Une nouvelle ère allait s'ouvrir, disaient-ils. Mais ces accords n'ont en aucun cas amélioré les conditions de vie des Palestiniens et ont, au contraire, permis à Israël de renforcer son emprise sur les territoires occupés tout en transformant le noyau dirigeant du mouvement national palestinien en sous-traitant de l'occupation. Aucune question cruciale n'a été réglée, et en septembre 2000 la population palestinienne s'est de nouveau soulevée pour faire entendre ses revendications.

Dix-sept ans plus tard, il est surréaliste de considérer que les rencontres Abbas-Netanyahu puissent « débloquer » la situation. Le nombre de colons a plus que triplé. Un mur de plus de 700 kilomètres a réduit les « territoires palestiniens » à des enclaves encerclées par les troupes israéliennes. Le gouvernement israélien actuel est le plus à droite de l'histoire du pays, et Netanyahu a déjà annoncé qu'il ne ferait aucune concession sur Jérusalem, sur les réfugiés, et qu'Israël garderait le contrôle sur la vallée du Jourdain.

Mahmoud Abbas, dont le mandat s'est achevé il y a maintenant dix-huit mois, n'est en aucun cas représentatif de la population palestinienne et de ses aspirations. La signature d'un document avec Netanyahu constituerait son énième, et probablement dernier, acte de trahison. Quant aux États-Unis, il est tout simplement indécent de considérer qu'ils puissent être un arbitre entre les deux parties. Ils jouent davantage le rôle de sélectionneur, sinon de capitaine, de l'une des deux équipes.

Si l'on ajoute que le Hamas, première force politique palestinienne lors des dernières élections, est exclu des discussions, on comprendra que les gesticulations diplomatiques ne sont rien de plus qu'un écran de fumée permettant à l'État d'Israël de poursuivre sa politique du fait accompli et d'imposer, à terme, un « règlement » à son seul avantage, niant les droits des Palestiniens. Nos regards doivent donc se tourner vers celles et ceux qui continuent de se mobiliser dans les territoires palestiniens et appellent les populations du monde entier à se mobiliser pour isoler l'État d'apartheid au travers de la campagne BDS.

Julien Salingue

en bref...

Russie : les otages de Khimki. Le 26 août dernier, Dmitri Medvedev a demandé à son gouvernement de suspendre le chantier de construction d'une autoroute reliant Moscou à Saint-Pétersbourg et qui ravage la forêt de Khimki, dans la banlieue de Moscou. Il a fallu plus de deux ans de lutte des riverains et militants écologistes, des dizaines de pétitions, de procès, de manifestations, un meeting-concert, etc., pour que le pouvoir fédéral prête l'oreille aux revendications des citoyens.

« *C'est une grande victoire de la société civile* », commente Evguenia Tchirikova, leader du mouvement de défense de la forêt de Khimki. « *Mais ça ne règle pas tous les problèmes, notre combat ne doit pas s'arrêter là-dessus. Il faut restaurer la forêt et, point important, obtenir la libération des militants injustement emprisonnés pour avoir soutenu notre cause.* » Car en marge des projecteurs, deux jeunes militants sympathisants du mouvement antifasciste, Alexey Gaskarov et Maxim Solopov, sont incarcérés depuis plus d'un mois, prétendument pour avoir organisé le « pogrom » de la mairie de Khimki.

Le 28 juillet, les militants écologistes et les riverains, qui essayaient de freiner les abattages dans la forêt, ont été attaqués par de jeunes voyous et embarqués par la police. De nombreux jeunes militants des mouvements antifascistes et anarchistes se sont portés à leur secours. Passant devant la mairie de Khimki, l'émotion et l'indignation montant, ils ont lancé des pierres, des bouteilles et des fumigènes, et recouvert les murs de graffitis. La police, occupée à neutraliser les militants écologistes, est arrivée en retard, les militants s'étaient déjà dispersés. Plus de 200 jeunes ont participé à cette action. La police a arrêté les plus connus d'entre eux, Alexey et Maxim, connus comme porte-parole des mouvements informels et anarchisant.

La campagne pour la libération des « otages de Khimki » est menée par un large comité d'associations et mouvements politiques divers. Des actions unitaires de lutte pour leur libération sont prévues dans des dizaines de villes de Russie, du 17 au 20 septembre. Un appel à la solidarité internationale a été lancé.

Quant aux militants écologistes ils ont déjà planté les premiers arbres destinés à restaurer la forêt de Khimki. Le mouvement de Khimki, devenu symbole de la renaissance des mobilisations sociales, continue donc de prendre de l'ampleur. Répondez à l'appel de solidarité internationale pour Alekseï Gaskarov et Maxime Solopov, sur http://khimkibattle.org ou www.npa2009.org

Carine Clément

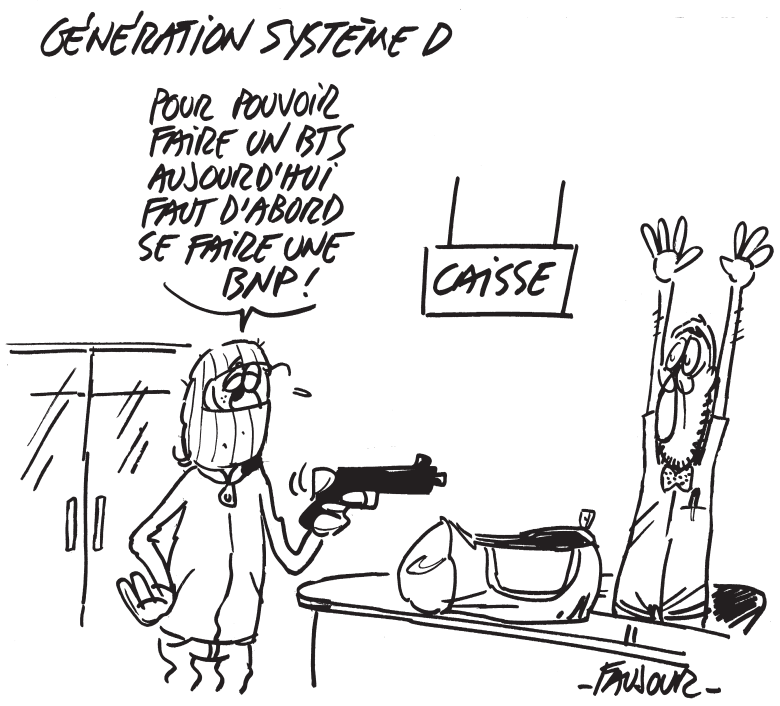
Ne pas les laisser à la gauche bobos ni à la droite ! La dictature théocratique qui étouffe le peuple iranien menace Sakineh Ashtiani de lapidation, au prétexte d'adultère, et Ebrahim Hamidi de mort au prétexte d'homosexualité. Cette barbarie est insupportable et doit soulever l'indignation et la mobilisation pour les sauver. De belles âmes « de gauche » et de bons esprits de droite s'émeuvent plus ou moins bruyamment avec toutes les arrière-pensées qu'on peut imaginer. Il faut contrer ces postures sélectives et les hypocrisies manœuvrières qu'elles cachent (à peine). Les féministes et les associations LGBTI ne peuvent pas se laisser déposséder de responsabilités qui leur appartiennent. Soutenir les résistances des femmes et les droits des LGBTI, en Iran comme ailleurs, est une urgence. Construire un mouvement de solidarité internationale envers les atteintes aux femmes et aux LGBTI s'impose car ce qui fut acquis est en danger, ici comme ailleurs. Nos libertés conquises nous donnent le moyen et le devoir de les défendre partout dans le monde. Vie sauve et liberté pour Sakineh et Ebrahim !

Jeunesse opprimée,

Pour la majorité des jeunes aujourd'hui, ce système n'offre ni présent ni futur. Catégorie de la population déjà la plus touchée par le chômage et la précarité, la crise n'a fait que renforcer leur situation. Le taux de chômage des jeunes a augmenté sept fois plus que celui du reste de la population. Huit jeunes sur dix occupent un emploi précaire. Plus de 10 000 étudiants vivent sous le seuil de pauvreté. Il est presque entré dans les mœurs que les jeunes doivent galérer ! Seulement, pour nos générations la galère ne sera pas seulement un passage. La classe dirigeante veut nous imposer la galère à vie. Réforme après réforme, elle détruit nos futures retraites, le code du travail et nos garanties collectives en tant que salarié, la Sécurité sociale et l'accès aux soins, les services publics…

Pour la majorité des jeunes, il est clair que ce système n'offre aucun avenir. On a souvent parlé des jeunes comme d'une génération désabusée, désintéressée de tout et sans rêve. Pourtant, ces dernières années, la jeunesse nous a montré qu'elle n'était en rien une génération résignée. Le mouvement contre le CPE, les mouvements lycéens et étudiants, les révoltes des jeunes des quartiers prouvent que cette génération n'est pas prête à se laisser faire sans rien dire. Au contraire, elle a exprimé une combativité importante qui a souvent redonné le moral face à ces gouvernements qui ne voulaient rien lâcher. Ces dernières années, une nouvelle génération militante formée aux grèves, blocages, manifestations de masse, a émergé. Sa radicalité inquiète les classes dirigeantes qui cherchent à la faire taire en la réprimant, en l'encadrant. La stigmatisation des jeunes de banlieue qu'a alimentée Nadine Morano, mais aussi la répression violente qu'ont subie les mobilisations de la jeunesse avec l'intervention de la police et de l'armée dans les facs et les lycées, construit le mythe d'une jeunesse « ennemi public n°1 ».

La jeunesse d'aujourd'hui sait que ce système ne lui offre aucun avenir. Mais loin d'être une génération désabusée, elle sait qu'elle n'a pas d'autre solution que de se battre pour le renverser !



La situation sociale des jeunes

La situation sociale des jeunes rime avec galère. Chaque année la situation s'aggrave qu'ils soient encore dans le système éducatif, en galère d'emploi ou bien jeunes travailleurs.

En dessous de 25 ans, les jeunes sont exclus de tous les dispositifs d'aide sociale. Même s'ils ont travaillé, ils n'ont pas le droit aux allocations chômage.

Le logement représente plus de 50 % du budget des étudiants en termes de dépenses. Cette année, les loyers ont encore augmenté de 8,1 % à Paris et de 5,6 % en province. En outre, le manque de logements sociaux est criant et celui de places en cité universitaire, très restreint (seuls 7 % des étudiants y trouvent une place). Pour se loger dans le privé, il faut débourser plusieurs centaines d'euros pour quelques mètres carrés et l'insalubrité des logements notamment dans les grandes villes ne fait qu'augmenter. Les jeunes qui n'ont pas d'autres choix, sont prêts à accepter n'importe quel toit pour économiser quelques euros.

Par ailleurs, le ticket de restaurant universitaire a augmenté cette année de 10 centimes, les frais d'inscription de 2,4 % en moyenne. Enfin le gouvernement a voulu aller encore plus loin cet été en cherchant à supprimer soit les APL (aide au logement) soit la demi-part fiscale dont bénéficiaient les familles qui déclaraient à charge un enfant dans l'enseignement supérieur. Le contexte politique difficile avec la réforme des retraites et les « affaires » Woerth ainsi que la peur d'une mobilisation de la jeunesse a poussé Sarkozy à reculer sur cette mesure. À l'heure actuelle, être jeune c'est survivre en jonglant entre les factures, la bouffe discount et trouver un job ou obtenir un diplôme qui nous offre de moins en moins de garantie pour le reste de notre vie.

Chômage, précarité, surexploitation…

Le taux de chômage des jeunes en activité en France était de 24,1 % au mois d'août. Depuis 30 ans, il oscille entre 20 et 25 %, deux fois et demie plus que celui des « adultes »…

Ces chiffres servent de justification à la mise en place de cadeaux aux entreprises censés favoriser l'embauche des jeunes. Du CIP de Balladur au CPE de Villepin, en passant par les emplois-jeunes de Jospin, la classe dominante cherche à faire des jeunes travailleurs les cobayes de la précarité. Résultat : les jeunes occupent 8 fois sur 10 un emploi précaire (CDD, intérim, contrats aidés). 38 % des intérimaires ont moins de 25 ans, 58 % moins de 30 ans.

Depuis les années 1990, l'apprentissage se développe. Il n'est plus réservé aux jeunes sortant du collège et ayant vocation à s'insérer rapidement sur le marché du travail. Les universités et les écoles s'y sont mises. Pour le patronat, c'est tout bénéf : les apprentis sont une main-d'œuvre au rabais et les entreprises qui les embauchent sont totalement exonérées de cotisations sociales. Leurs salaires peuvent s'élever à 25 % du Smic pour les moins de 18 ans en première année d'apprentissage. Et, sauf exceptions très rares, ils ne peuvent excéder 78 % du Smic.

Le « RSA jeune » créé en septembre ne doit pas nous tromper. Outre qu'il permet de justifier les bas salaires, il touchera moins de 100 000 actifs de 18 à 25 ans. Pour y avoir droit, il faut avoir travaillé au moins 3 214 heures en trois ans, soit deux années à temps plein. Les stages ne sont pas comptabilisés. Un jeune en activité ayant deux ans d'expérience et qui perçoit 500 euros par mois sans autre ressource, touchera un complément de 215 euros… On est loin du compte !

Casse des diplômes, suppressions de postes, privatisation…

Les attaques successives contre les lycées et l'université (réformes Fillon du lycée en 2005, Darcos-Chatel en 2009/2010… et dans les universités, LMD en 2003, LRU en 2007, réforme de la formation des enseignants…) visent à faire de l'éducation une immense fabrique de précaires à vie, soumise aux intérêts du patronat. Pour cela, la classe dirigeante individualise les diplômes, développe une éducation à deux vitesses dans laquelle une petite minorité pourra obtenir un diplôme permettant de s'en sortir tandis que l'immense majorité devra se contenter de formations courtes, à vocation professionnelle et individualisées ne donnant aucune garantie collective dans le monde du travail. Licence chef de rayon Carrefour, master chargé de clientèle au Crédit Mutuel : voilà les diplômes des jeunes d'aujourd'hui !

La pénurie budgétaire organisée et la nouvelle autonomie financière des universités (LRU) pousse de plus en plus de facs à chercher de l'argent auprès des entreprises privées augmentant ainsi le contrôle de ces dernières sur le contenu des formations.

Nous devons donc lutter et nous organiser contre l'ensemble des attaques en exigeant des diplômes de qualité donnant des garanties collectives dans le monde du travail ce qui passe par l'abrogation des contre-réformes libérales de l'éducation de ces dernières années.

Nous voulons :

Retrait du projet de loi sur les retraites - 37,5 annuités, pr
Allocation d'autonomie pour tous les jeunes, financée par le
(LMD, LRU) ; des diplômes nationaux et de qualité égaux sur
l'Éducation, restitution des postes supprimés - Dissolution de
contraception gratuite dans les lycées et les universités ; avo

, mais mobilisée

(Photothèque Rouge/Quentin G).

La retraite : une affaire de jeunes

Nos générations seront les plus touchées par la réforme que veut faire passer le gouvernement avec l'allongement de la durée de cotisation et le recul de l'âge légal de départ à la retraite.

La durée d'étude et de formation s'allonge et la pression du chômage de masse pousse les jeunes à acquérir toujours plus de diplômes pour espérer s'en sortir. La réforme de la formation des enseignants, par exemple, oblige maintenant à être titulaire d'un bac+5 pour passer les concours. Si bien que la moyenne d'âge d'insertion sur le marché du travail avoisine les 27 ans.

Si la contre-réforme des retraites est adoptée, il faudra cotiser 41,5 annuités pour toucher une pension à taux plein. Alors en commençant à travailler à 27 ans, autant dire que ce sera mission impossible pour les jeunes. Mourir au travail en nous obligeant à travailler jusqu'à 67 ans ou partir avec des retraites de misère : voilà l'avenir qui est réservé aux jeunes générations.

Les jeunes sont donc pleinement concernés par cette contre-réforme et doivent prendre toute leur place dans la mobilisation. Obtenir le retrait de la réforme est nécessaire pour que les jeunes aient une retraite plus tard. Nous devons aussi exiger le retour aux 37,5 annuités de cotisation et la comptabilisation des années d'études et de formation dans le calcul des annuités.

Le scandale de la retraite des apprentis :

Le gouvernement se préoccupe soi-disant du sort des « carrières longues ». Les jeunes qui commencent à travailler le plus tôt sont souvent des apprentis en alternance. Ils ne cotisent pas à la retraite en fonction du nombre d'heures de travail effectuées mais en fonction d'une « assiette forfaitaire ». Ainsi, pour un jeune de 16 ans touchant 25 % du Smic, les cotisations retraites ne sont calculées que sur 4 % du Smic. Quel sera alors le montant de sa retraite lorsqu'il voudra partir à 56 ans ?

Encadrement, contrôle familial, retour à l'ordre moral...

La jeunesse est une catégorie de la population particulièrement encadrée par toutes les institutions : la famille, l'école... Le propre des jeunes est de ne pas pouvoir décider eux-mêmes de leur vie. Alors que la loi nous autorise à travailler dès 16 ans, il faut attendre 18 ans pour voter. Au collège, au lycée, les jeunes sont placés sous l'autorité des profs, des proviseurs, des CPE. Les mobilisations lycéennes de ces dernières années ont donné lieu à une répression administrative importante (exclusion d'élèves pour fait de grève, heures de colle, contrats scolaires...). Le message était clair : soit jeune et tais-toi !

Les jeunes ne disposent souvent d'aucune autonomie financière. Ils dépendent de leur famille qui les empêche parfois de faire leurs propres choix d'études, de carrière ou de sexualité. La moitié des étudiants vivent chez leurs parents, le plus souvent pour des raisons financières. Le suicide est la 2e cause de mortalité chez les jeunes. Le taux de suicide est 15 % plus élevé chez les jeunes homosexuels.

Pouvoir choisir, c'est aussi disposer d'une contraception libre, gratuite et accessible à tous et toutes. Trop souvent encore, les jeunes filles dépendent de leurs parents pour acheter leur pilule puisque toutes ne sont pas remboursées par la Sécurité sociale. Et si la loi oblige dorénavant les infirmières scolaires à délivrer la pilule du lendemain, avec les suppressions de postes, l'infirmière n'est présente qu'une matinée par semaine dans la majorité des lycées.

Répression : les jeunes, ennemis publics n°1

Les jeunes subissent de plein fouet la répression de l'appareil d'État. Les mouvements et révoltes de la jeunesse déchaînent la violence policière la plus féroce : arrestations et sanctions arbitraires qui ont pour but de faire taire une nouvelle génération militante par tous les moyens nécessaires.

Cet été, cinq jeunes de Villiers-le-Bel ont été condamnés à des peines de prison fermes de trois à quinze ans, sur la base de témoignages anonymes, dans un procès à quasi huis-clos. La mort de Karim Boudouda à la Villeneuve (Grenoble) aux mains de la police, et la colère des habitants du quartier, ont suscité de la part du gouvernement des déclarations plus sécuritaires et plus racistes que jamais. Il propose de réformer l'ordonnance de 1945 concernant l'enfance délinquante pour appliquer la majorité pénale à partir de 16 ans !

Il s'agit bien d'un durcissement des politiques répressives déjà en vigueur. Des politiques qui accompagnent toutes les autres réformes antisociales contre l'éducation et les conditions de vie des jeunes des classes populaires. Alors que 80 000 postes sont supprimés dans l'Éducation nationale, des équipes spéciales de policiers et de gendarmes sont déployées dans certains lycées pour « lutter contre la délinquance ». Aussi, pour faire des jeunes les plus pauvres des boucs émissaires, pour faire passer des politiques de casse sociale généralisée, un projet de suppression des allocations familiales pour les familles des mineurs arrêtés est mis en place depuis cette année.

Face à un système qui remplace la formation par l'encadrement, les profs par les flics, il est clair que tous les mouvements de la jeunesse nécessiteront une réelle lutte collective contre la répression de l'État. Contre les matraques, les tasers et les tribunaux... pour désarmer la police, organisons la résistance !

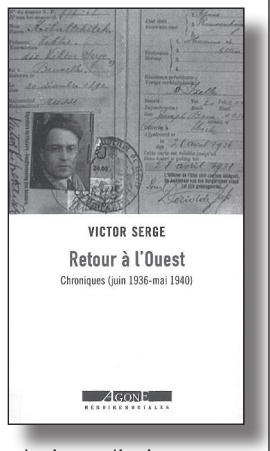
RISE EN COMPTE DES PÉRIODES D'ÉTUDES ET DE FORMATION ET D'INACTIVITÉ FORCÉE - PATRONAT - ABROGATION DES CONTRE-RÉFORMES DE L'ÉDUCATION (FILLON, CHATEL) ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR TOUT LE TERRITOIRE - ARRÊT DES SUPPRESSIONS DE POSTES DANS LA FONCTION PUBLIQUE, NOTAMMENT DANS E LA BAC, PAS DE FLICS DANS LES LYCÉES ET LES UNIVERSITÉS, ABROGATION DES LOIS SÉCURITAIRES - ACCÈS À LA ORTEMENT LIBRE, GRATUIT ET ACCESSIBLE.

www.npa2009.org
2011 marquera les 140 ans de la Commune de Paris. Cet événement est une référence pour l'ensemble du mouvement ouvrier en France et au-delà. Pour fêter cet anniversaire, NPA-TV mettra en ligne jusqu'au printemps prochain des vidéos dans lesquelles François Coustal relatera les principales étapes de la Commune.
Cette semaine, il commence par nous expliquer la naissance de la IIIe République, née des mobilisations populaires.
Vous trouverez également dans la rubrique NPA TV, un reportage sur les mobilisations contre le racisme et pour ceux et celles qui n'ont pu s'y rendre, des images de l'Université d'été à Port-Leucate.

L'essai

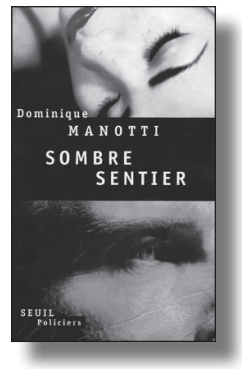
RETOUR À L'OUEST – CHRONIQUES (JUIN 1936-MAI 1940)

VICTOR SERGE
Agone
372 pages
23 euros

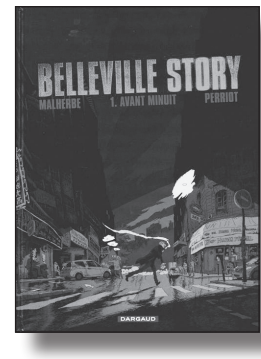


Ce recueil contient plusieurs dizaines d'articles publiés par le journal de la gauche socialiste de Liège, *La Wallonie*. Victor Serge (1890-1947) n'est pas un journaliste ordinaire : écrivain d'origine russe né à Bruxelles, anarchiste converti au bolchévisme, haut-fonctionnaire de l'Internationale communiste dans les années 1920, opposant de gauche incarcéré par Staline dans les années 1930, il n'a été libéré par celui-ci que grâce à une campagne internationale de solidarité. Comme l'indique Richard Greeman dans sa préface, ces articles, qui vont *« de l'euphorie du Front populaire à la défaite de l'an quarante »* constituent une excellente introduction à ces années tragiques et contradictoires.
Qu'il écrive sur le fascisme ou le stalinisme, par exemple, dans un brillant article de 1939 sur le rapprochement idéologique entre Hitler et Staline, sur l'antisémitisme, sur la *« constellation des frères morts »* ou qu'il fasse les portraits de révolutionnaires russes, italiens ou espagnols assassinés, ses articles sobres et lucides sont toujours portés par une vraie éthique révolutionnaire. Certes, il lui arrive de se tromper comme par exemple lorsqu'il analyse le fascisme et l'antisémitisme racial, les caractérisant comme un *« retour en arrière »*, une *« régression au Moyen Âge »*, apparemment sans comprendre leurs natures profondément modernes. Mais ses papiers sur l'Union soviétique et sur la guerre civile espagnole, où ses sympathies vont au Poum (Parti ouvrier d'unification marxiste) et aux anarchistes proches de Durruti, sont des documents d'une très grande hauteur politique et morale.
Michael Löwy

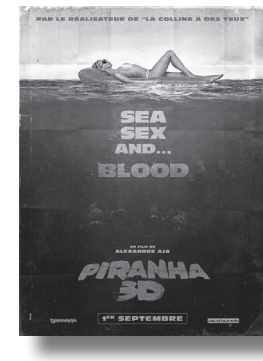
À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE
27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43
Port offert avec cet article. Préciser nom et adresse, merci.



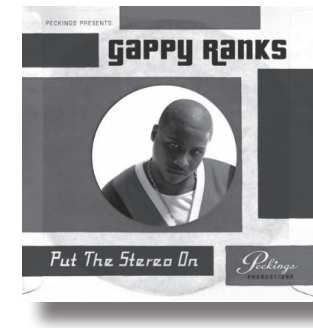
LIVRES
SOMBRE SENTIER
Dominique Manotti
Points policier/6,50 euros
Les grèves des travailleurs sans papiers procurent une bonne occasion de se replonger dans cet excellent polar de Dominique Manotti. Au-delà des éléments désormais classiques du roman noir, cet ouvrage, qui inaugure la série des enquêtes du commissaire Dakin, repose sur trois points forts : le personnage de l'inspecteur, homme à poigne et l'un des rares inspecteurs gay du genre, qui tombe amoureux de son indic turc. Le style coup de poing de l'auteur, une sorte de James Ellroy à la française, qui mène l'intrigue tambour battant. Enfin, la toile de fond de l'intrigue, la grande grève des travailleurs clandestins du Sentier au cours de l'été 1980, que l'auteure a suivi en tant que syndicaliste.
Instructif et captivant !
Henri Clément



BD
BELLEVILLE STORY
Malherbe, Perriot
Dargaud/15,50 euros
Le quartier de Belleville, à Paris, est un des plus cosmopolites de la capitale. À partir de ce décor, les auteurs campent un polar sombre et nerveux, quelque peu futuriste : la Tour Eiffel a été démontée car elle ne correspondait plus aux normes écologiques. Freddy, une petite frappe chargée de récupérer de l'argent pour un malfrat du quartier, se retrouve embarqué dans une affaire qui le dépasse. Il est engagé par le chef de la mafia chinoise pour tuer un mystérieux Chinois arrivé à Paris pour remplir une mission. Sur fond de descente de flics qui raflent les sans-papiers, de Belleville la nuit et de trafic de prostituées, le récit n'est finalement pas si éloigné de la France de 2010. Et pour couronner le tout, il y a une histoire d'amour, alors ne boudons pas notre plaisir !
Sylvain Pattieu



FILM
PIRANHA 3D
Alexandre Aja
Pour bien commencer cette rentrée, quoi de mieux que de se mettre dans la peau d'un carnassier ? Bien sûr, les victimes des multiples attaques de piranhas ne sont pas le gouvernement de Sarkozy–Bettencourt, mais il y a de l'idée. Voir tous ces corps d'Américains body-buildés, d'étudiantEs venuEs fêter l'horrible Spring Break en bikini se faire dévorer, ne manque pas d'ironie survitaminée et jubilatoire.
Aucun sérieux dans ce film, rien que de l'humour, macabre certes, un fantasme réalisé pour quiconque a déjà vu des images du grand défouloir qu'est le Spring Break pour les jeunes étudiants friqués américains.
Un bémol : la 3D a peu d'intérêt et on se passerait bien de ces lunettes inutilement chères.
Les nostalgiques du film gore (et drôle) seront ravis !
Thibault Blondin



DISQUES
PUT THE STEREO ON
Gappy Ranks
Greensleeves/Pecking
On connaît l'actuelle passion pour la soul des années 1960, rejouée par des artistes d'aujourd'hui (Plan B, Raphael Saadiq, Ben l'oncle soul, etc.). Le reggae de son côté a toujours su puiser dans les riddim (le squelette basique d'un morceau, généralement ligne de basse rythmique et cuivres mélodiques) d'autrefois pour alimenter ses productions modernes. Le jeune artiste anglais Gappy Ranks a ainsi abandonné les oriflammes ragga « bling-bling » de ses débuts pour exploiter le filon nostalgique sur les classiques du passé. Par exemple le *54-56* de Toots and The Maytals, publié en 1968, qui saccade son entraînant *Pumpky Belly*. Une alchimie parfaite, notamment sur l'implacable *Put the stereo on* en hommage au mythique label Studio One, qui donne une furieuse envie de ressortir ses vieux 45t d'époque.
Il ne faut jamais désespérer de la nouvelle génération.
King Martov

MUSIQUE

Abbey Lincoln, chanteuse militante

La chanteuse afro-américaine est décédée le 14 août. Une des très grandes figures féminine du jazz disparaît ainsi qu'une militante infatigable des droits civiques.

Abbey Lincoln est née Anna Maria Wooldridge à Chicago en 1930, dixième enfant d'une famille de douze. C'est donc peu dire que son destin d'artiste était loin d'être tout tracé. Elle débute pourtant sa carrière dès la fin des années 1940 et choisit dans les années 1950 de s'exiler à Hawaï, puis à Los Angeles et même à Londres. Loin des ses futurs engagements politiques – elle choisit néanmoins son pseudonyme en référence au président qui abolit, formellement, l'esclavage –, elle suit alors les pas des grandes dames qui l'ont précédée, telles Bessie Smith et surtout Billie Holiday, qui restera certainement son modèle et à laquelle elle consacre, en 1987, un vibrant album d'hommage. Ce parcours assez classique lui vaut même de pousser la chansonnette, aux côtés de Little Richard ou Eddie Cochran, dans le film de 1956, à forte connotation rock'n'roll, *The girl can't help It*. Ce film aurait eu une influence décisive sur le jeune Paul McCartney et de nombreuses futures stars britanniques.
Mais ses enregistrements pour le compte du label Riverside vont marquer un tournant dans sa carrière et sa vie, toutes deux toujours intimement liées. Elle y croise le chemin de Max Roach qui deviendra son époux et son compagnon sur scène pendant près de dix ans. Le batteur se trouve en effet au cœur de l'avant-garde du jazz et des prises de conscience des élites noires américaines. C'est dans ce contexte que va paraître, en 1960, chez Candid Record, *We Insist ! - Freedom Now Suit*, où émargent aussi également le trompettiste Booker Little et bien sûr le saxophoniste Coleman Hawkins. Ce disque en forme de manifeste représente alors une des expressions musicales les plus emblématiques de l'air du temps et de l'espoir revendicatif qui s'empare des noirs américains avec la lutte pour les droits civiques (tout comme *What's going on* de Marvin Gaye en sonnera le glas en 1971). Sur le morceau *Freedom Day*, la voix d'Abbey Lincoln, si atypique, presque « fausse », compense par l'intensité ce qu'elle ne peut disputer en technique pure aux autres divas du jazz. Creusant ce sillon personnel, la puissance de son interprétation et la postérité immédiate de cet album transforment la jolie fille de comédie musicale en grande dame de la dignité retrouvée. Elle en paie le prix, notamment auprès de majors qui ne veulent pas s'embarrasser d'une rebelle réduite à son statut de militante, en oubliant l'immense chanteuse qu'elle était déjà auparavant. Son divorce, en 1970, la laisse ainsi dans un grand silence dont elle sort enfin pour recroiser petit à petit, à partir des années 1980, la route d'Archie Shepp ou de Stan Getz.
King Martov

(wikipedia/Roland Godefroy)

HOMMAGE **MOSHE LEWIN** dans le court « siècle soviétique »

L'historien Moshe Lewin, notre ami, auteur de nombreux et précieux ouvrages sur l'URSS, s'est éteint à Paris le 14 août 2010. Ses analyses font partie du patrimoine de l'histoire sociale.

Né en 1921 à Vilnius (Lituanie), à l'époque sous contrôle polonais, Moshe Lewin connaît très jeune l'antisémitisme et adhère à une organisation de jeunesse sioniste d'extrême gauche. En juin 1941, fuyant l'arrivée des troupes nazies, il est sauvé par des soldats de l'Armée rouge alors que ses parents, comme des milliers d'autres juifs, étaient massacrés par des milices d'extrême droite avant même l'arrivée de la Wehrmacht.

Il vit en URSS durant toute la Seconde Guerre mondiale, occupant différents emplois dans des fermes agricoles. Il parle couramment le russe, le yiddish, le polonais, l'allemand, l'hébreu, l'anglais et le français.

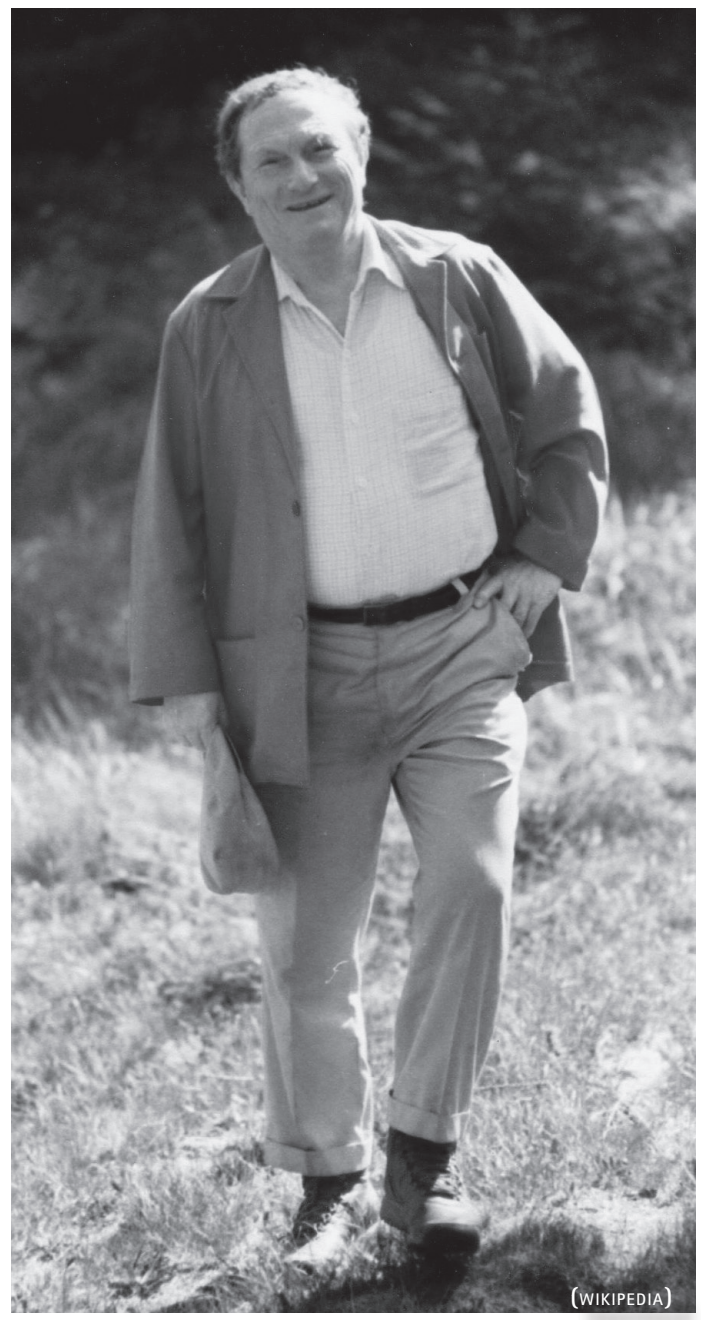
Après-guerre, il s'installe à Paris puis part pour Israël où il adhère au Parti communiste judéo-arabe israélien. Il y fait l'expérience de la réalité du sionisme qu'il critique ouvertement et, à partir des années 1960, revient faire des études puis enseigner entre Paris, Birmingham et la Pennsylvanie.

Moshe Lewin se passionne pour l'étude des racines russes de l'histoire soviétique, faisant remonter ses recherches sur la bureaucratie jusqu'au XVIIe siècle. Il développe une étude comparée du stalinisme et du nazisme, comme totalitarismes différents, organisant des colloques sur ce thème[1]. Mais il récuse la caractérisation de l'URSS comme totalitarisme, en dehors de la période spécifique du pouvoir stalinien. Ses analyses des différentes phases de l'histoire soviétique étaient appuyées à la fois sur les documents d'archives et sur les réalités sociales à l'arrière-plan des appareils d'État.

Les plus anciens d'entre nous ont découvert Moshe Lewin avec son premier ouvrage en France, *le Dernier Combat de Lénine*, qui fit connaître au grand public le « testament » écrit par le dirigeant soviétique au cours des derniers mois de sa vie. Il révélait l'analyse lucide et les ultimes combats de Lénine face la bureaucratisation de l'État, à la nécessité de gagner les petits paysans et les minorités nationales au régime, enfin, dans tous ces domaines, aux méthodes de Staline que Lénine rejetait. Pour l'historien Moshe Lewin, il s'agissait d'autant d'indices de plusieurs voies possibles ouvertes à l'URSS, contre toute vision fataliste de sa stalinisation.

L'ANALYSE SOCIALE DE L'URSS

Moshe Lewin était convaincu que les bolcheviks étaient, en 1917, la seule force capable d'assurer la modernisation d'un pays massivement paysan mais qu'il n'était pas possible de réaliser le socialisme dans un tel cadre. Il rejoignait, à sa façon, l'approche des bolcheviks dans les années 1920, inscrivant la transformation de l'URSS dans un processus de « révolution permanente » ne pouvant réaliser le socialisme « dans un seul pays », qui plus est largement arriéré. Il analysait avec lucidité les tensions et les tâtonnements considérables qui marquèrent l'émergence de l'URSS[2]. Il apporta des éclairages précieux sur la collectivisation de l'agriculture et sur les débats économiques des années 1920 où il valorisait les positions de Boukharine perçues comme ménageant davantage la paysannerie. Il faisait comprendre la profondeur historique des traditions paysannes à partir de son propre vécu d'ouvrier agricole pendant la guerre et avec une grande affection pour le « petit peuple ».


(WIKIPEDIA)

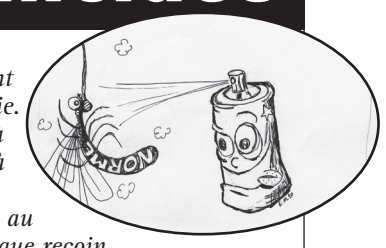
Ses ouvrages résistaient aussi aux présentations dominantes d'une société immobile après la phase de triomphe du pouvoir stalinien. Dans son dernier ouvrage, *Le Siècle soviétique*, s'appuyant sur l'ouverture des archives soviétiques, il analyse les grandes étapes de ce « court siècle » et les transformations d'une société en mouvement à l'arrière-plan des luttes d'appareil. Que l'on ait partagé ou non toutes ses analyses et conclusions – proches de celles d'Isaac Deutscher[3] quant aux continuités et capacités d'auto-réforme du régime soviétique – on apprenait toujours de ses éclairages car ils étaient tournés vers l'analyse concrète, historique, sociale toujours documentée et précise, sans jamais ignorer la société derrière les appareils du pouvoir.

Ceux qui ont connu Moshe Lewin gardent le souvenir de son extraordinaire force de vie, de son humanité et de son humour résistant aux résignations dans l'air du temps. La richesse de ses analyses doit s'incorporer au patrimoine de toutes celles et ceux pour qui l'histoire sociale est un éclairage essentiel de l'histoire tout court, et qui cherchent à comprendre ce que furent les grandes « bifurcations » du siècle passé où bien des possibles se sont joués.

Catherine Samary

1. *Stalinism and Nazism : Dictatorships in Comparison*, Cambridge University Press
2. *La Formation du système soviétique*. Essais sur l'histoire sociale de la Russie dans l'entre-deux guerres. Gallimard 1987
3. Journaliste et historien auteur d'une biographie de Léon Trotsky et de Joseph Staline et de *La Révolution inachevée – 50 années de révolution en Union soviétique 1917-1967*.

Normicides



Les normes sont une vraie plaie. Elles pullulent à la ville comme à la campagne, s'installent bien au chaud dans chaque recoin de nos vies. Pas moyen de sortir sans en croiser une, dans chaque regard, chaque geste. Tranquille seulE chez soi ? Les normes rôdent ici aussi, dans la salle de bains, le frigo, le placard...

Les armes antinormes existent. Attention ça pique les yeux : gay pride, opération piscine seins nus... En refusant de se soumettre à la norme, on l'oblige à nous rappeler à l'ordre et donc à se démasquer. Camarade, il est temps de réagir. Lâche ton savon bactéricide et ta bombe insecticide, inefficaces face aux normes. L'arme absolue, elle est là face à toi, c'est le normicide, la chronique qui tue les normes en série.

CherE lecteur-lectrice, si toi aussi tu en as marre qu'on voie ton nez au milieu de ta figure, si tu ne veux plus culpabiliser quand tu ouvres ton frigo ou que tu oublies la fête des mères, bref si tu as repéré une norme qui te pourrit l'existence, ton témoignage est le bienvenu. Si en plus tu as adapté le piège à ours à cette nouvelle chasse ou inventé un nouveau miroir aux alouettes, contacte la rédaction de Tout est à nous ! *qui se chargera de sa (re)production à grande échelle. Toi aussi devient unE serial norm killer-euse.*

Les filles, c'est bien connu, quand on est entre nous, c'est harpies-land... Impossible de cohabiter sereinement, c'est embrouilles et compagnie et les problèmes pointent à l'horizon. Les garçons, eux, seraient bien différents. En cas de problème, il paraît qu'ils se battent un bon coup, qu'on n'en parle plus et, qu'en plus, cette pratique n'a pas d'équivalent pour sceller une véritable amitié virile. C'est marrant mais j'ai jamais vu de gars faire ça dans mon entourage... Juste des fois, des petits « concours de bites » mais... plutôt que d'la gueule !

Ainsi, la mixité serait salvatrice pour civiliser les filles, pour éviter que ça parte en vrille dans tous les sens... La preuve, les garçons, ça ne s'embrouille pas...!

Au quotidien, les gars, ils ont surtout la rage de pas savoir de quoi on parle sans eux. Ils préfèrent se dire que c'est débile : sapes, gars et maquillage !

Alors quoi ? Fuir les groupes de filles pour afficher qu'on n'est pas comme ça ? Se faire pousser des couilles imaginaires quand on est au milieu des gars qui parlent tous plus fort et qui rivalisent d'ironie dès qu'on ouvre la bouche si on n'a pas, au préalable, sorti le « matos » (imaginaire) ? Pourtant, moi j'en connais des mecs qui flippent de se battre ou des meufs qui kiffent parler politique entre elles et jamais de maquillage. Ce sont ni des vrais gars ni des vraies meufs ou c'est juste ces normes et préjugés qui sont absolument débiles ?

Alors en mixte, en non-mixte, en mode couillue ou lipstick, pour parler cul, quotidien ou politique : on s'en fout !

courrier

pour nous écrire ou prendre contact : redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

Courriers. ***F.B. (Toulouse) :*** je suis un abonné de Toulouse, sympathisant NPA, électeur depuis toujours de la LCR.

J'aurai dû profiter de l'occasion fournie il y a quelques semaine pour donner mon avis sur le *Tout est à nous !* , je le fais aujourd'hui.

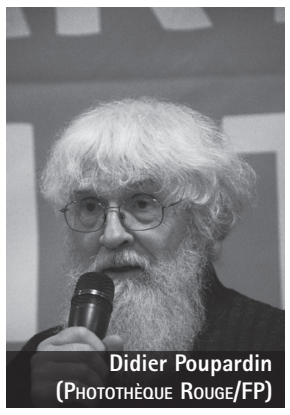
Il me paraîtrait utile d'avoir une page débats pour que les lecteurs, adhérents, sympathisants (à titre personnel ou collectif) donnent des points de vue, ou formulent des expertises qui résultent de leurs réflexions, de leurs connaissances du sujet évoqué, et de leur engagement humain.

Journaliste professionnel, je lis toujours les courriers des lecteurs des sites que je fréquente et des journaux que j'achète. Il y a là des savoirs, des idées, des attitudes, qui en disent long sur la perception du réel et, y compris quand je ne suis pas d'accord, cela ouvre des questions nouvelles qui méritent réflexions. [...] Le risque d'un journal comme *Tout est à nous !*, c'est qu'il parle à ceux qui sont déjà convaincus ou qui cherchent dans le journal du parti qui les attire, confirmation de ce qu'il faut penser pour se reconnaître dans ce parti. C'est à mes yeux une logique de groupe qui s'étiole et qui [...] réfutent une pensée différente. [...]

Poème pour Sakineh. ***F.G. (Savoie) :*** OUI il faut sauver Sakineh Mohammadi-Ashtiani/De lapidation ou pendaison ces barbaries/Toi lapidaire bourreau garde dans tes mains ces pierres/Loin de toi en arrière jette-les aux Enfers/Telle est aujourd'hui ma supplique/Celle des femmes des hommes et des enfants/De tous les peuples de la Terre et de l'Iran/Sakineh OUI Sakineh doit VIVRE Sa vie plus précieuse que tout livre/OUI la vie de Sakineh Mohammadi-Ashtiani/Vaut plus que toutes roses hirondelles et livres aujourd'hui Sakineh doit VIVRE femme d'Iran/Abolit sa mise à mort ô Iran/Beau et grand pays de poètes et d'enfants/Qui rêvent de liberté à vingt ou cent ans Iran ! Iran ! ô Perse ! Grande civilisation/Peuple magnifique, à l'unisson/En un chœur d'amour et compassion/À l'unisson vibre clame exige pour Sakineh NON/À son exécution lapidation ni pendaison/Halte ! Halte à brutalité et cruauté de ton État/Qui s'autorise la mise à mort/Tortures pendaisons lapidations à grand tort/Femmes adolescents hommes comme/S'autorisent la peine de mort/Que c'est aussi tragique et si grand tort Tant d'États impitoyables de par le monde/ Exécutions par balle dans nuque Chine Populaire/ Bien d'autres encore leur violon de mort sinistres airs/Crac ! Pendaisons Archipel Japon ronde immonde/Couloirs de la mort intraveineuses curare chaises électriques États-Unis/Paraît-il démocraties !/Très chrétiennes musulmanes ou confucéennes/Très capitalistes très socialistes Frères et sœurs/Que se révoltent d'enfants femmes et hommes nos cœurs/Enfants femmes et hommes d'Iran OUI/Bruissez chantez exigez pour Sakineh la VIE/Enfants femmes et hommes de tous pays OUI/ Du monde entier exigez pour Sakineh la VIE

BD. ***M.A. (mail) :*** dans *Tout est à nous !* je souhaite une bande dessinée pour les enfants. En effet, des enfants, même des bébés, n'ayant pas froissé du papier ou tenté de lire auront plus de difficultés lors de l'apprentissage de la lecture. [...] Le journal se transforme, c'est peut-être le moment.

Soutien à Didier Poupardin


Didier Poupardin (Photothèque Rouge/FP)

Mercredi 8 septembre, le comité de soutien à Didier Pourpardin appelait à un rassemblement devant le Tribunal des affaires de Sécurité sociale de Créteil. La justice devra décider si ce médecin des quartiers populaires de Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne) serait condamné à payer 2 600 euros à la CPAM au titre de manque à gagner et 4 000 euros de pénalités. La CPAM lui reproche, en effet, de prescrire à ses patients souffrant d'une affection longue durée (ALD) tous les médicaments dans la zone prévue pour un remboursement à 100 %. Depuis 1994, les traitements qui ne concernent pas l'ALD devraient être inscrits dans une autre partie de l'ordonnance et remboursés à 15, 35, 65 % selon les cas. Didier Poupardin n'accepte pas cette vision comptable du corps humain et veut éviter que les patients ne bénéficiant pas d'une mutuelle n'achètent pas leur traitement, ce qui a dans la grande majorité des cas des conséquences néfastes sur l'ALD. Le bras-de-fer qu'il mène contre la CPAM est un combat pour l'accès aux soins pour tous alors que 15 % de la population renonce à se faire soigner faute de moyens, dans un contexte d'attaques répétées contre le service public de santé.

Continental Toulouse-Foix-Boussens : refusons le chantage

Le 13 septembre, la direction de l'équipementier automobile Continental organise une consultation des salariés leur demandant d'approuver un plan de réduction de 8 % de la masse salariale : diminution des salaires net, division par deux de la prime d'intéressement, suppression de jours de RTT et non-remplacement des départs à la retraite et démissions. Soit une perte de 400 euros net par mois.
Les représentants CGT et CFDT ont voté contre ce plan dans les comités d'entreprise, appellent les salariés au boycott de la consultation et à un rassemblement sur la zone industrielle de Basso-Cambo.
Continental est une multinationale florissante : +1 231,7 % de bénéfice d'exploitation en un an et un bénéfice net de 121,2 millions d'euros.
Cet acharnement contre les travailleurs des 26 sites répartis sur une dizaine de pays dans le monde, s'explique par le jeu de Monopoly dans lequel la multinationale s'est engagée, avec le remboursement des 11,4 milliards d'euros de l'achat de Siemens et une dette de 8 milliards d'euros. Elle en appelle au *« patriotisme d'entreprise »* pour que les travailleurs se sacrifient sur l'autel de l'accumulation du capital des patrons actionnaires. En Allemagne, sur un autre site concerné par la réorganisation, ce sont les 35 heures qui sont dans le collimateur.
À Toulouse, c'est le patriotisme du travail contre le capital qu'il s'agit de promouvoir.

Carrefour contre BDS

Cinq militants du Collectif Boycott 68 sont assignés devant le tribunal correctionnel de Mulhouse (Haut-Rhin), le 13 septembre, pour une action d'information des consommateurs du magasin Carrefour de Mulhouse, le 26 septembre 2009, les appelant au boycott des produits exportés par Israël. L'action qu'ils mènent s'inscrit dans la campagne internationale Boycott, désinvestissement, sanctions, initiée à la demande de la société civile palestinienne afin de faire cesser l'impunité dont jouit l'État d'Israël qui viole systématiquement le droit international, le droit humanitaire et les droits de l'homme.
Il est particulièrement choquant de voir mis en accusation des militants pacifistes, non violents, luttant contre toute discrimination à l'égard d'un peuple quel qu'il soit et défendant le principe du droit et de la justice pour le peuple palestinien.
À l'occasion de cette action de sensibilisation, il n'y a eu aucune violence, dégradation ou pression sur les personnes. De plus, les autorités israéliennes violent, au vu et au su des autorités françaises, le droit commercial de l'Union européenne en pratiquant une fraude systématique quant à l'origine des produits, ceux issus des colonies en territoire palestinien occupé étant abusivement estampillés « made in Israël ».

Vire, une maternité en danger

La loi hôpital patient, santé, territoire dite « loi Bachelot » conduit à la fermeture de nombreux services et unités, notamment en zone rurale, renforçant l'inégalité des citoyens face aux soins comme à Vire une ville de 12 500 habitants, située dans le Calvados.
En juillet, l'Agence régionale de santé (ARS) et le directeur du centre hospitalier décident de suspendre l'activité de la maternité, invoquant le manque de médecins et les dangers pour les patients. Pendant des semaines, on a laissé filtrer des rumeurs pour préparer les esprits puis le directeur est opportunément interviewé par la presse. Deuxième étape, à la mi-juillet, on se décide à informer le personnel et les organisations syndicales que la maternité fermera le 16 août si aucun gynécologue n'est trouvé d'ici là, misant sur la faiblesse de la mobilisation de la population et du personnel hospitalier en période de congés.
Mais tout ne fonctionne pas si bien pour l'ARS et la direction :
- le seul médecin en place refuse de démissionner alors qu'il y est fortement incité ;
- dès l'annonce de la suspension, le collectif regroupant des organisations syndicales, associatives et politiques, créé en 2008, a lancé une campagne de sensibilisation et de pétition auprès de la population et a déjà collecté plus de 16 600 signatures ;
- le 20 juillet, un premier rassemblement de 150 personnes a eu lieu devant l'hôpital et le collectif appelle la population et le personnel à se rassembler tous les mardis devant l'établissement ;
- des badges et des autocollants (« non à la fermeture de la maternité ») sont diffusés et une campagne d'affichage massif est programmée.
La mobilisation semble payer. Sous la pression de l'opinion et de la rue, la direction trouve un deuxième gynéco et l'ARS retire la suspension de la maternité. Mais reste la pérennisation du service avec un troisième médecin. C'est pour cela que le collectif a maintenu la manifestation du 28 août à Vire, qui a regroupé entre 500 et 600 personnes.
Le collectif maintient la pression car rien n'est définitivement gagné.
Sylvie, David comité de Vire (14)

« Mais c'est un homme » : un appel à signer et à faire signer contre la psychiatrie sécuritaire

La politique sécuritaire, visant à dévoyer la colère sociale vers des boucs émissaires, s'est emballée au cours de l'été.
La psychiatrie est en première ligne de ces dérives sécuritaires, le « fou » étant présenté, comme le « Rom » ou « l'étranger », comme un être inquiétant et potentiellement dangereux, menaçant l'ordre social.
Utilisant sans vergogne des faits divers dramatiques, Sarkozy a annoncé, le 2 décembre 2008, une loi durcissant les conditions de l'hospitalisation psychiatrique. Ce texte doit être débattu au Parlement à l'automne.
Il est essentiel que dans ce domaine, comme dans les autres, la résistance unitaire s'organise contre un texte qui met à mal le soin en psychiatrie, celui-ci étant désormais subordonné à la protection de la société contre la dangerosité supposée du « malade mental ».
C'est pourquoi le NPA apporte son soutien à l'appel unitaire qui vient d'être publié sous le titre sans ambiguïté *« Mais c'est un homme »*, explicité dès le début du texte.
« Il est douloureux pour nous, et pourtant fondamental dans la période que nous vivons, d'avoir à rappeler que ce qu'on appelle un « fou », est d'abord un homme ! »
La conclusion en est : *« Ce projet de loi est un leurre démagogique à l'égard des familles, des voisins, de l'ordre public. Voté, il aurait des conséquences lourdes pour les libertés individuelles, les droits collectifs et le soin psychique. Nous demandons instamment aux parlementaires de repousser un tel projet. Nous invitons professionnels, élus, usagers, citoyens à débattre partout et à faire valoir l'alternative esquissée ici pour répondre à la situation. »*

(Photothèque Rouge/Guy Laher)

Ce texte a recueilli en quelques jours 1 000 signatures. C'est le premier acte de cette mobilisation qui doit se poursuivre par des initiatives militantes à Paris et en province, notamment lors du meeting national du Collectif La nuit sécuritaire, le 25 septembre 2010.
Jean-Claude Delavigne
Signer l'appel : http://www.maiscestunhomme.org/

Poste 92 : NON à la répression

À La Poste SA, les restructurations s'enchaînent dans tous les secteurs, entraînant casse de l'emploi (-40 000 en cinq ans) et aggravation sans précédent des conditions de travail. Face au rouleau compresseur, de nombreux postiers réagissent et il ne se passe pas une semaine sans une grève. Dans les Hauts-de-Seine, ce printemps, à l'occasion d'un mouvement touchant quatre bureaux, les patrons de La Poste ont fait la démonstration de leur volonté répressive. Ainsi, 24 grévistes ont été sanctionnés et trois militants de SUD (et du NPA) viennent de passer en conseil de discipline.
La Poste demande le licenciement de Gaël, seul contractuel des trois. Son statut de salarié protégé oblige La Poste à demander l'autorisation de l'Inspection du travail pour pouvoir le virer. Et si La Poste ne l'obtient pas, elle devra faire appel... auprès du ministre du Travail, Éric Woerth ! Elle n'est donc pas encore tirée d'affaire.
Yann et Bertrand écopent respectivement de deux ans (dont six mois avec sursis) et un an (dont trois mois avec sursis) d'exclusion de service.
Toutes ces sanctions seront contestées dans les tribunaux... et certainement aussi dans la rue. Le mardi 31 août, près de 200 personnes sont venues manifester leur soutien. En sanctionnant des militants, La Poste tire sur la ficelle de la peur. Le mouvement social lui donnera sans doute tort : en cherchant à couper des têtes au moment où le climat social se réchauffe, elle risque au contraire de susciter de nouvelles vocations.
Erwan Piam

Ford Blanquefort : la bataille continue

Ford a vendu l'usine, il y a près de dix-huit mois. Aucun des projets de reprise n'a vu le jour et le partenaire industriel vient de rompre son contrat avec le repreneur. La production de transmissions pour Ford s'arrête début 2011. Après, il n'y a plus rien : 1 500 emplois directs et 8 600 indirects sont menacés.
Ford voulait sous-traiter la fermeture du site. Les mobilisations ont obligé la multinationale à revenir récemment à la table des discussions, reconnaissant l'échec de la reprise et l'urgence de la situation. Ford s'engage sous la pression à chercher de l'activité pour l'usine.

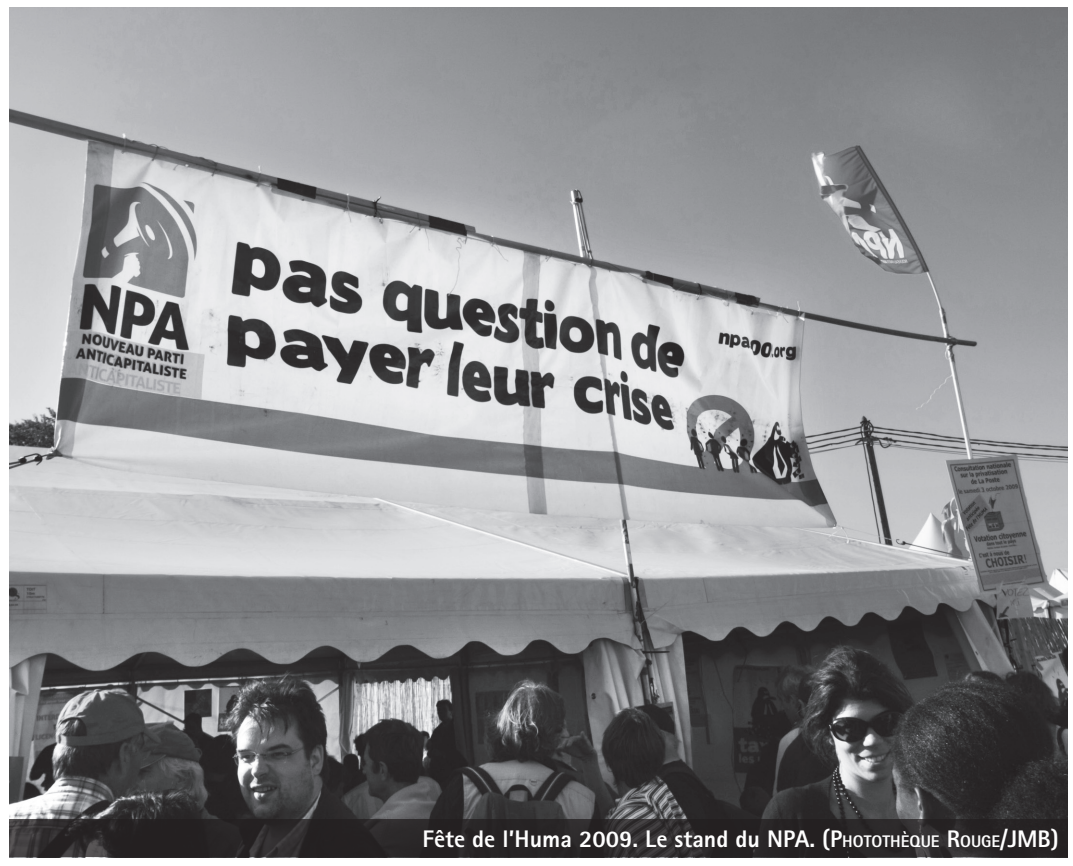
Bordeaux, 31 mars 2007. Cortège de la CGT Ford Blanquefort (Photothèque Rouge/DR)

La résistance, commencée il y a près de quatre ans, a sensibilisé la population et fait « bouger » les pouvoirs publics. Le Comité de pilotage (préfecture, ministère de l'Industrie, pouvoirs publics et élus locaux) se réunit à nouveau, reconnaissant l'urgence de la situation. Si l'expérience de la lutte repoussant la fermeture prévue pour avril 2010 donne confiance, une majorité de salariés est résignée.
Tous les syndicats, sauf la CGT, souhaitent un accord qui « garantisse » des minima financiers de départ (préretraite ou licenciements). La CGT maintient son refus du morcellement et la défense de tous les emplois. Ford doit reprendre l'usine et la réintégrer dans son plan de production européenne.
Seule la mobilisation peut imposer cette solution : la CGT-Ford et le Comité de soutien organisent une manifestation au Salon de l'automobile, samedi 2 octobre. Un « train spécial » sera affrété. L'idée est de ne rien lâcher pour essayer de changer la donne.
Philippe Poutou

FÊTE DE L'HUMANITÉ **Le NPA ne manquera pas le rendez-vous !**

Traditionnel rendez-vous d'après les vacances pour les militants de la gauche sociale et politique, la fête de l'Huma, n'en doutons pas, connaîtra, cette année encore, un record d'affluence : les organisateurs comptent dépasser les 600 000 participants de l'an passé. On pourrait ne voir dans cette fête qu'un vaste rassemblement, alcoolisé et mercantile où les «révolutionnaires» et anticapitalistes purs et durs n'auraient rien à faire. Ce serait un raccourci bien méprisant qui occulterait les centaines de débats qui seront organisés pendant trois jours dans les multiples espaces qui leur sont consacrés. Ce serait ne pas comprendre que, pour une grande partie, le camp des anticapitalistes se rendra à la Courneuve, cette année plus que jamais. Trois jours après les 3 millions de manifestants de mardi, les militants des équipes syndicales, les grévistes du privé comme du public ont besoin de faire le point, de savourer ce premier coup de boutoir contre Sarkozy et sa clique, et surtout de préparer la suite ! Personne ne croit un instant qu'un seul jour de grève et de manifestations, si puissantes fussent-elles, suffiront à faire plier le gouvernement et le Medef. Il faut continuer, amplifier le mouvement, reconduire la grève partout où cela est possible ! Beaucoup en sont convaincus, mais le doute semé par les échecs et les reculades des années précédentes pèse. Il doit être dissipé. C'est le moment d'y aller ! Tous ensemble ! Et d'imposer le retrait pur et simple du projet de loi de la droite, sans attendre une hypothétique victoire électorale en 2012 ! Les militants du NPA interviendront dans un maximum de débats pour y porter des propositions visant à renforcer l'unité d'action la plus large contre ce gouvernement raciste, liberticide et antipopulaire. Ils feront également connaître la nouvelle formule de leur journal *Tout est à nous !* Et comme d'habitude, la librairie La Brèche et la «boutique NPA» auront toute leur place dans le stand.

Alain Pojolat



Fête de l'Huma 2009. Le stand du NPA. (Photothèque Rouge/JMB)

VENEZ NOUS RENCONTRER

Sur le stand du NPA
Samedi - 14 heures. *Racisme, chasse aux Roms, sécuritaire, affaires... L'urgence démocratique.* Avec Maurice Rajfus (écrivain, militant antifasciste, co-fondateur de l'Observatoire des libertés publiques), Gabriel Mouesca (militant anticarcéral) unE journaliste de Médiapart. Débat animé par Omar Slaouti (militant des quartiers populaires).
17 heures. *Après la journée du 7, imposer le retrait de la contre-réforme Sarkozy Woerth.* Débat animé par Robert Pelletier et des militantEs syndicaux.
Dimanche - 11h30. *Quelle réponse à la crise globale du capitalisme ?* Avec Razmig Keucheyan (auteur de *Hémisphère gauche, une cartographie des nouvelles pensées critiques*) ainsi qu'un membre du collectif ayant réalisé le livre *Autogestion hier aujourd'hui et demain.* Débat animé par Vanina Giudicelli (membre du comité exécutif du NPA).

Parti de gauche. Samedi - 14h30. L'expérience du Limousin. Avec Stéphane Lajaumont (NPA Limousin) et Guillaume Liégard (CE NPA).
Agora Dimanche -14 heures. Grand forum contre la réforme des retraites. Sandra Demarcq y représentera le NPA.
Gauche unitaire Dimanche - 12 heures. *Quelle alternative à gauche ?* Alain Pojolat pour le NPA.

Première fête du NPA dans le nord du Lot : un succès

Il est toujours plus difficile de mener une activité régulière dans des départements dits ruraux où les militantEs et adhérentEs sont disperséEs dans tout le département. Les camarades du Lot (46) dans une démarche volontariste ont organisé, dans le nord du département, dimanche 5 septembre, à au moins 70 km de Cahors, une fête du NPA pour à la fois construire et consolider l'existence du parti dans cette partie du département.
Pari réussi. Après un repas des plus conviviaux et gastronomique, et en musique, la journée s'est poursuivie avec des débats sur les retraite, la rentrée et la crise, en présence de Myriam Martin, invitée pour l'occasion. Entre 40 et 45 personnes y ont participé. Les débats ont été riches et ont révélé l'envie de se battre en cette rentrée de mobilisation. Une première expérience positive qui en appellera d'autres, sans aucun doute.

Lancement réussi pour la nouvelle formule de *Tout est à nous !*

Les retours sont positifs et vous avez apprécié ce premier numéro, même si certains d'entre vous se sont inquiétés de ne pas retrouver la page culture ni la rubrique Regards. Ce numéro devrait les rassurer.
Nous voulions que la nouvelle formule soit disponible pour les manifestations des 4 et 7 septembre et le test a été concluant.
Plus de 170 exemplaires de *Tout est à nous !* ont été vendus lors de la manifestation antiraciste à Paris.
Nous n'en avions pas vendu autant depuis l'immense manifestation de mars 2009 où la nouveauté du journal, fraîchement sorti, y était sans doute pour quelque chose.
Cette fois, c'est une petite équipe dynamique d'une quinzaine de camarades qui a vendu au départ de la manif puis s'est déplacée au milieu et à la fin pour une visibilité remarquée par beaucoup de gens.
Plus de 170 personnes ont donc eu accès (au-delà du tract massivement distribué aussi) à l'ensemble de nos analyses. Parmi les centaines de milliers de personnes qui se mobilisent en ce moment, beaucoup sont à la recherche d'infos, d'analyses et d'explications. Quant à la manif du 7, le bilan provisoire fait état de plus de 210 journaux vendus à Paris.
Cette expérience sera renouvelée dès le week-end des 11 et 12 septembre, lors de la Fête de l'Humanité.
N'oubliez pas que *Tout est à nous !* est votre journal. Envoyez-nous les échos des luttes, des événements qui se produisent près de chez vous, mais également des témoignages... Réagissez aux articles en écrivant à la rubrique courrier. Mais n'hésitez pas non plus à nous proposer des sujets : redaction@npa2009.org
Enfin, pensez à commander des numéros supplémentaires si un événement particulier est programmé (manif, fête du NPA...). Pour cela appelez la diffusion au 01 47 70 42 31.
Enfin, si ce n'est pas encore le cas, abonnez-vous, mais aussi proposez à vos amis, collègues, famille qui partagent les idées du NPA de soutenir le journal en s'y abonnant.

S'ABONNER

Abonnements par prélèvement automatique
Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire ***accompagné d'un RIB*** *à* N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

☐ HEBDOMADAIRE *du NPA* ***(14 euros par trimestre)***
☐ HEBDOMADAIRE + MENSUEL *du NPA* ***(25 euros par trimestre)***
Tarif jeunes/chômeurs/précaires
☐ HEBDOMADAIRE *du NPA* ***(10 euros par trimestre)***
Tarif jeunes/chômeurs/précaires
☐ HEBDOMADAIRE + MENSUEL *du NPA* ***(19 euros par trimestre)***

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par :
ORGANISME CREANCIER :
NOUVELLE SOCIETE DE PRESSE, D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL
NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR :
554755

Titulaire du compte
NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL : .....
VILLE : .....
MAIL : .....

Désignation du compte à débiter
CODEÉTABLISSEMENT CODEGUICHET
N° DE COMPTE
CLÉ RIB
DATE : .....
SIGNATURE :

Etablissement teneur du compte
BANQUE : .....
ADRESSE : .....
CODE POSTAL : .....
VILLE : .....

Abonnements par chèque, à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil)
ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE :

FRANCE ET DOM-TOM		
L'hebdo	6 mois	1 an
	28 euros	***56 euros***
L'hebdo + le mensuel	6 mois	1 an
	50 euros	***100 euros***
Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo	6 mois	1 an
	20 euros	***40 euros***
Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel	6 mois	1 an
	38 euros	***76 euros***
Abonnement à la revue mensuelle	6 mois	1 an
	22 euros	***44 euros***
ÉTRANGER		
L'hebdo	6 mois	1 an
	45 euros	***90 euros***
L'hebdo + le mensuel	6 mois	1 an
	70 euros	***140 euros***

Étrangers, opprimés, surtaxés. Depuis le 24 juin 2010, trois taxes payées par les étrangers en situation régulière en France pour obtenir la délivrance ou le renouvellement de leurs papiers ont été augmentées dans la plus grande indifférence. Si la délivrance d'une première carte de séjour au titre de la « vie privée et familiale » a augmenté de 13 %, passant de 300 à 340 euros, le renouvellement annuel des cartes de séjour temporaire ou la délivrance de duplicata a carrément fait un bond de 57 %, puisqu'il faudra désormais s'acquitter de 110 euros pour les obtenir.
Lorsque l'on sait que plus de 81 000 cartes de séjour ont été délivrées en 2008 et que 500 000 personnes ont demandé leur renouvellement de carte ou une délivrance de duplicata, on comprend très vite ce que peuvent représenter ces augmentations pour le gouvernement. Au final, 21 millions d'euros finissent chaque année dans les caisses d'un État qui, dans le même temps, stigmatise et attaque sans relâche ces mêmes étrangers.

Hadopi, le retour de la vengeance. Le 31 août dernier, le ministère de la Justice a publié au bulletin officiel une nouvelle circulaire à l'adresse des parquets, concernant la mise en place d'Hadopi et de la riposte graduée. Vous savez tous qu'après deux avertissements, l'abonné contrevenant risque une suspension de son accès à Internet. Grâce à la censure du Conseil constitutionnel, il avait été imposé, afin de protéger les droits fondamentaux des citoyens, de recourir systématiquement au juge pour évaluer l'infraction. Garde-fou qui se trouve aujourd'hui balayé par cette dernière circulaire qui demande explicitement aux procureurs de ne pas vérifier la réelle culpabilité de l'abonné par une enquête approfondie afin d'améliorer la rapidité du traitement des infractions. Après avoir pointé les difficultés techniques inhérentes à Hadopi et l'impossibilité de sécuriser les systèmes, ce texte ne fait qu'expédier le problème en privilégiant la répression aveugle... comme toujours ces derniers temps.

Hausse des complémentaires santé. Pour rembourser la dette de la Sécurité sociale, le gouvernement veut imposer aux complémentaires santé (mutuelles, assurances, prévoyances) une nouvelle taxe sur les contrats d'assurance. En faisant cela, il revient sur un engagement pris en 2004 de les préserver de cette taxe en échange d'un respect du parcours de soins par les assurés sociaux (déclaration du médecin traitant, etc.). Cette taxe va certainement se répercuter sur les tarifs dont le coût est déjà prohibitif pour un grand nombre de personnes aux faibles revenus, comme les chômeurs et les retraités. 93 % des Français disposent d'une complémentaire santé, mais de plus en plus nombreux sont ceux qui, pour des raisons financières, doivent renoncer à y souscrire et se retrouvent, en cas de pathologie grave, dans les plus grandes difficultés.

Ne tombez pas malade après 18 heures. Dans un document de quinze pages intitulé sobrement *« Permanence des soins hospitaliers : organisation et financement »*, l'Agence régionale de santé (ARS) prévoit de fermer presque tous les hôpitaux d'Île-de-France entre 18h30 et 8 heures du matin. Actuellement, six à onze hôpitaux par département assurent les services de nuit. L'ARS projette de n'en laisser qu'un seul ouvert 24 heures sur 24, puis d'étendre le dispositif à toute la France. La raison ? Trop de services tourneraient au ralenti la nuit. Cette logique purement financière n'est qu'un épisode de plus dans la casse systématique des services publics de santé, comme si les patients cessaient d'être malades après 18 heures. Mais rassurons-nous, selon Claude Évin, président de l'ARS et ancien ministre « socialiste » de la Santé, *« ce document de travail vise juste à lancer la réflexion »*. Bien sûr... À quel type de société nous prépare une réflexion aussi tordue ?

Merkel relance le nucléaire en Allemagne.
Le 6 septembre, la chancelière allemande Angela Merkel a annoncé la prolongation de la durée de vie des dix-sept réacteurs nucléaires que compte le pays. Le précédent gouvernement SPD-Verts avait promis l'arrêt du nucléaire à l'horizon 2020. Merkel en a décidé autrement, et malgré la volonté de la population, l'exploitation des centrales pourrait se poursuivre jusqu'en 2040. Après ces annonces, les actions de E.ON, RWE et Energie Baden-Württemberg, les trois grands groupes impliqués dans le nucléaire ont bondi de 2,18 à 3,89 %.
Pour autant, Merkel n'est pas au bout de ses peines. D'une part, la décision, si elle devait être avalisée par la chambre haute du Parlement où la droite n'est pas majoritaire, pourrait être rejetée. Et surtout, la population est appelée à manifester le 18 septembre pour faire reculer le gouvernement.

3 millions !
3 millions de personnes ont battu le pavé dans les rues de France mardi 7 septembre. 270 000 personnes ont défilé à Paris, 200 000 à Marseille, 35 000 à Lyon, 100 000 à Bordeaux, 110 000 à Toulouse, 10 000 à Reims, 18 000 à Cherbourg, 60 000 à Rouen, 15 000 à Bayonne, 35 000 au Mans, 25 000 à Brest, 10 000 à Évreux, 12 500 à La Rochelle, 10 000 à Avignon, 7 000 à Auxerre, 18 000 à Angers, 10 000 à Chambéry, 6 000 à Alençon, etc. La lutte continue !

Le chiffre

8 milliards d'euros

C'est le montant des produits financiers « toxiques » achetés par une centaine de sociétés HLM pour financer leurs dettes. Ces produits ont été vendus par des banques faisant miroiter des taux plus bas que ceux proposés par la Caisse des dépôts. Une vingtaine de sociétés publiques risquent de se trouver en grande difficulté financière par ces emprunts douteux. Après les collectivités territoriales, ce sont maintenant les organismes de logement social qui sont mis en danger par l'avidité des banquiers qui, avec la complicité de l'État, ont démarché des services sociaux en toute connaissance de cause avec leurs produits pourris.

NOMADES *Jeux interdits*

Un village comme bien d'autres où le racisme prend racine dans la peur du hasard, de l'étranger et de l'inconnu. (Véronique Decker)

NO COMMENT

« L'occupation illégale de terrains publics ou privés n'est pas permise. Les maires ont raison de saisir la justice pour les expulser. Quant à l'expulsion du territoire français, il est du devoir d'un gouvernement de reconduire à la frontière des étrangers en situation irrégulière. »

François Rebsamen,
sénateur-maire PS de Dijon

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN: 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 8 000 exemplaires

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3 500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication : François Coustal
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr